



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 31 du 1^{er} juillet 2010

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 juillet 2010

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES	718
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	718
CABINET	718
Bureau de la prévention et de la sécurité	718
Extrait de l'arrêté du 22 juin 2010 modifiant la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle	718
Bureau du cabinet.....	718
Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 nommant M. JACOB, délégué du Médiateur de la République	718
Extrait de l'arrêté du 10 mai 2010 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2010 »	718
Extrait de l'arrêté du 21 juin 2010 portant attribution de la médaille de bronze de la Jeunesse et des Sports - Promotion du 14 juillet 2010	721
Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2010	721
Extrait de l'arrêté du 28 juin 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement	722
Service interministériel de défense et de la protection civile	722
Procès-verbal n° 04/2010 du 20 mai 2010 désignant les candidats reçus à l'examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).....	722
Procès-verbal n° 06/2010 du 11 juin 2010 désignant les candidats reçus à l'examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA).....	723
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES	723
Bureau des réglementations	723
Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 portant modification de l'autorisation préfectorale n° 171 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage	723
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	724
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	724
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	725
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	726
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	726
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	727
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	728
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	729
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	729
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	730
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	731
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	731
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	732
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	733
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	733
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	734
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	735
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	735
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	736
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	737
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	738
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	738
Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance	739
Extrait de l'arrêté modificatif du 24 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire	740
Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire	740
Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire	740
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	741
Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales.....	741
Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de Toul	741
Extrait de l'arrêté du 28 juin 2010 portant règlement du budget primitif 2010 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize	741
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	742
Extrait de l'arrêté du 21 juin 2010, modifiant les arrêtés des 15 décembre 2006, 3 mai 2007 et 18 novembre 2008, fixant la répartition des soldes créditeurs des comptes 1021 et 1022 et du solde débiteur du compte 119 entre les communes de SAXON-SION et de VAUDEMONT suite à la dissolution du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI)	742
Bureau des procédures environnementales.....	742
Extrait de l'arrêté du 17 juin prorogeant l'arrêté préfectoral du 24 juin 2009 autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation des travaux de mise en 2x2 voies de la RN 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES	742
Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 portant commissionnement de Mme Delphine JUNG pour rechercher et constater les infractions pénales commises dans la partie terrestre des réserves naturelles.....	742
Extrait de l'arrêté du 25 juin 2010 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières"	742
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	743
Bureau de l'interministérielle	743
Extrait de l'arrêté du 18 juin 2010 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT)	743
Arrêté n° 10.OSD.07 du 28 juin accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle	743
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	744
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST	744
Division d'exploitation de Metz.....	744
Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-049 du 14 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 20+300 au PR 18+000	744
Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-048 du 14 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux d'entretien courant de la RN 52 du PR 12+840 au PR 20+365	745
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	747
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE	747
Cellule habitat santé	747
Extrait de l'arrêté N° 584/2010/ARS/DT54 du 28 mai 2010 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable la maison d'habitation sise 36, rue du Stock à JOUDREVILLE (54490).....	747
Extrait de l'arrêté N° 585/2010/ARS/DT54 du 28 mai 2010 portant déclaration d'insalubrité remédiable du logement situé au deuxième étage du bâtiment d'habitation sis 40, rue des Vosges à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110).....	748
Service établissements de santé.....	749
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 67/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 056 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 014 073	749

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 77/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015.....	749
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 78/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023	749
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 79/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072	749
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 80/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155.....	750
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 81/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296	750
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 82/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395	750
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 83/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDEUVRE pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286	751
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 84/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138	751
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 85/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163	751
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 86/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668	752
Service produits de la santé et de la biologie	752
Extrait de l'arrêté n°2010-86 du 11 juin 2010 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société SANTE PLUS	752
Direction Générale	753
Arrêté N° 2010-02 modifié en date du 23 juin 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine	753
Direction de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale	756
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 99/2010 du 25 juin 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 000478	756
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 100/2010 du 25 juin 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 000486	756
Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 101/2010 du 25 juin 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique MAJORELLE à Nancy - N° FINESS : 54 0 013224	757
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	757
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	757
Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 accordant à la Sté SO CO PE PRODUCTIONS GUYOT l'utilisation de l'appellation S.C.O.P.	757
Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 accordant à la Sté Nouvelle Gautier MOULRON l'utilisation de l'appellation S.C.O.P.	758
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	758
Service transports, sécurité	758
Extrait de l'arrêté N°2010/DDT/TS/014 du 8 juin 2010 constatant l'extension du périmètre des transports urbains de la communauté de communes du Lunévillois	758
Service aménagement durable, urbanisme et risques	758
Extrait de l'arrêté du 18 juin 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de JEANDELIZE	758
Service agriculture, forêt, chasse	759
Extrait de l'arrêté n° 241/2010 du 28 juin 2010 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 dans le département de Meurthe-et-Moselle	759
Extrait de l'arrêté n° 242/2010 du 28 juin 2010 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1 ^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 dans le département de Meurthe-et-Moselle	759
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE	761
Arrêté du 23 juin 2010 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale	761
Service jeunesse, éducation populaire et sport	764
Extrait de l'arrêté du 11 mai 2010 portant désignation des membres du Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie	764
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE	765
Extrait de l'acte réglementaire du 21 juin 2010 relatif à un traitement de données à caractère personnel concernant le Système d'Information Décisionnel Maladie Santé – Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole	765
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	765
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT	765
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	765
Service aménagement durable, urbanisme, risques	766
Avis de parution de l'arrêté n° 33491 du 16 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LACHAPELLE	766
Avis de parution de l'arrêté n° 33905 du 16 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LENONCOURT	766
Avis de parution de l'arrêté n° 34965 du 16 juin 2010 autorisant la Société SEFIBA à exécuter des travaux sur la commune d'ESSEY-LES-NANCY	766
Avis de parution de l'arrêté n° 39561 du 29 juin 2010 autorisant OPI-BE à exécuter des travaux sur la commune de BRIEY	766
Avis de parution de l'arrêté n° 43286 du 16 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MALZEVILLE	766
ERRATUM.....	766
AUTRES SERVICES.....	766
MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	766
Ressources humaines	766
Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010	766
Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010	766

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
CABINET***Bureau de la prévention et de la sécurité***Extrait de l'arrêté du 22 juin 2010 modifiant la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : l'arrêté du 23 février 2007 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Article 2 : la commission départementale de la sécurité des transports de fonds de Meurthe-et-Moselle est placée sous la présidence du préfet ou de son représentant. Elle est composée en outre de :

→représentants de l'Etat :

Mme la directrice départementale des finances publiques ou son représentant,

M. le chef de service régional de police judiciaire ou son représentant,

M. le directeur départemental de la sécurité publique ou son représentant,

M. le commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle ou son représentant,

M. le directeur départemental des territoires ou son représentant,

M. le responsable de l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises de la concurrence et de la consommation du travail et de l'emploi ou son représentant,

→ M. le directeur départemental de la banque de France ou son représentant

→ représentants des maires

M. André ROSSINOT, maire de NANCY, représenté par M. Jean-Louis THIEBERT, conseiller municipal de Nancy,

M. Laurent TROGLIC, maire de POMPEY, ou son représentant,

proposés par l'association des maires de Meurthe-et-Moselle (ADM 54)

→ représentants des établissements de crédit

M. Michel CRABOUILLET (Caisse d'épargne Lorraine),

M. Dominique DURRY (BNP Paribas)

proposés par l'Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement (AFCEI) ;

→ représentants des établissements commerciaux de grande surface

M. Christian GRATIOT (SA CONF-DIST ; centre Leclerc),

M. François SOLGADY (CORA),

proposés par l'association Performance Investissement Fiabilité Economie Maintenance (PERIFEM) ;

→ représentants des entreprises de transport de fonds

M. Frédéric ANTOINE (BRINK'S)

M. Christophe BARBERY (LOOMIS)

→ représentants des convoyeurs de fonds

M. Dominique ROTH (CGT)

M. Matteo SOLIMANDO (CFDT)

proposés par les organisations syndicales représentatives des salariés dans cette branche d'activité.

Les membres de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds sont nommés pour une durée de 3 ans renouvelable.

Les procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de Briey et Nancy sont informés des réunions de la commission, ainsi que des avis émis par celle-ci. Ils participent, sur leur demande, à ses réunions.

Article 3 : M. le directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera notifiée aux membres de la commission départementale de la sécurité des transports de fonds et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Un recours contre cet arrêté peut être formé devant le tribunal administratif de Nancy dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Nancy, le 22 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION*Bureau du cabinet***Extrait de l'arrêté du 7 juin 2010 nommant M. JACOB, délégué du Médiateur de la République**

Le Médiateur de la République,

VU la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un Médiateur de la République, modifiée et complétée, et notamment son article 6-1;

VU le décret du 5 avril 2004 portant nomination de M. Jean-Paul DELEVOYE en qualité de Médiateur de la République,

DECIDEMonsieur Francis JACOB est désigné, pour la période du 1^{er} juin 2010 au 31 mai 2011, en qualité de délégué du Médiateur de la République dans le département de Meurthe-et-Moselle.

Il exercera ses fonctions à la Maison de justice et du droit de Toul ainsi qu'à celle de Vandoeuvre-lès-Nancy et aux centres de détention d'Ecrouves et de Toul.

Paris, le 7 juin 2010

Jean-Paul DELEVOYE

Extrait de l'arrêté du 10 mai 2010 portant attribution de la médaille de la famille - Promotion « fête des mères 2010 »

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETEArticle 1^{er} : la médaille de la famille est décernée aux mères de famille dont les noms suivent, afin de rendre hommage à leurs mérites et leur témoigner la reconnaissance de la nation.

AGINCOURT

Médaille de bronze

Madame Isabelle PECHEUR

Madame Juliette MOUROT

BACCARAT

Médaille de bronze

Madame Marie-France POHL
Médaille d'argent
Madame Edmée HANNEZO
Madame Anny LINDEPERG
BELLEAU
Médaille d'argent
Madame Jeannine JACQUEMIN
BOUXIERES-AUX-CHENES
Médaille de bronze
Madame Martine BOUR
BURTHECOURT AUX CHENES
Médaille de bronze
Madame Louise PARISSE
CHANTEHEUX
Médaille d'argent
Madame Marie-Thérèse GUILLAUME
CIREY-SUR-VEZOUZE
Médaille de bronze
Madame Marie-Thérèse BIETRY
Madame Rose-Andrée BUISSON
Madame Christiane HERRENBERGER
Médaille d'argent
Madame Karine CHOWANSKI
DAMELEVIERES
Médaille de bronze
Madame Lucette LEROUX
DIEULOUARD
Médaille de bronze
Madame Muriel BIZOT
Madame Sylvie GAROT
Madame Chantal GONZALEZ BRASIL
DOMMARTIN-SOUS-AMANCE
Médaille de bronze
Madame Evelyne CESAR
Madame Edith GARCIA
EINVILLE AU JARD
Médaille de bronze
Madame Berthe ABEELE
Madame Nelly MICLOT
Madame Mauricette JAMBOIS
ESSEY-LES-NANCY
Médaille d'argent
Madame BONGO Nelly
FAVIERES
Médaille de bronze
Madame Christine COLSON
Madame Monique FLOGNY MOTEL
Madame Emmanuelle PASCUAL MATEOS
FLEVILLE DEVANT NANCY
Médaille de bronze
Madame Marie Antoinette MONIN
Madame Evelyne SALVAN
HOUEMONT
Médaille de bronze
Madame Chantal MELLITI
JAILLON
Médaille de bronze
Madame Mireille GERARDIN
Madame Valérie MARTIN
Madame Marie-José STENGEL
JARNY
Médaille de bronze
Madame Célestine VANONI
Médaille d'argent
Madame Josette GENOT
Médaille d'or
Madame Jacqueline NAUD
Madame Ginette ROBERT
JOEUF
Médaille de bronze
Madame Nadine GRANDET
LAXOU
Médaille de bronze
Madame Anne-Marie GERARD
Madame Clotilde STRZYGOWSKI
Madame Isabelle TAGHITE
Madame Marie-Hélène GIROUX
Médaille d'argent
Madame Paule JACQUOT
LES BAROCHES

Médaille de bronze

Madame Hermesinda ESTEVEZ-MACEDA

Médaille d'argent

Madame Marie-Thérèse NOLL

LIVERDUN

Médaille de bronze

Madame Annie MAIRE

LONGUYON

Médaille de bronze

Madame Marie-Thérèse CHENOT

LONGWY

Médaille de bronze

Madame Caroline FREMERY

LUNEVILLE

Médaille de bronze

Madame Angéline REMETTER

Médaille d'argent

Madame Marie-Augustine WALCKER

Médaille d'or

Madame Yvonne AOURA

Madame Odette BEN LAHSENE

MALZEVILLE

Médaille de bronze

Madame Marie-Louise MANFREDI

MARBACHE

Médaille d'or

Madame Gisèle TOUATI

Madame Simone FETET

MERCY LE BAS

Médaille de bronze

Madame Josette LAURENT

Madame Colette DUPONT

MIGNEVILLE

Médaille de bronze

Mme Antoinette RENAUX

Mme Monique MUNIER

Médaille d'argent

Mme Suzanne ARNOUX

Mme Eugénie BOULANGER

Mme Chantal MARTIN

MINORVILLE

Médaille de bronze

Madame Suzanne BIEWER

Madame Mauricette JOLLY

Madame Annie NICLOUX

Madame Alice SCHOUG

Madame Danielle SCHOUG

Médaille d'argent

Madame Josiane DUMONT

Madame Eliane LITTNER

Madame Christiane NICLOUX

NANCY

Médaille de bronze

Madame Emmanuelle REDONNET

Madame Laurence ALROY

Madame Anne Marie Odile FABIEN

Madame Isabelle CHASSANG

Madame Marguerite DE VERON DE LA COMBE

Madame Marie-Agnès DUFOUR

Madame Sophie GENIN

Médaille d'argent

Madame Hélène GIDON DE MONNERVILLE

SAINT-MAX

Médaille de bronze

Madame Yvonne JOLE

Médaille d'argent

Madame Madeleine CESARALE

SPONVILLE

Médaille de bronze

Madame Madeleine BAUCHEZ

TOMBLAINE

Médaille de bronze

Madame Christelle FABING

Madame Evelyne LAUMONT

TUCQUEGNIEUX

Médaille de bronze

Madame Adrienne WILLIG

VANDOEUVRE

Médaille d'or

Madame Marie-José BEGARD

VARANGEVILLE

Médaille de bronze

Madame Jacqueline RENAULD

XIROCOURT

Médaille d'argent

Madame Marie-Hélène PHULPIN

Article 2 : M. le sous-préfet, directeur de cabinet, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 10 mai 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 21 juin 2010 portant attribution de la médaille de bronze de la Jeunesse et des Sports - Promotion du 14 juillet 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : la médaille de bronze de la jeunesse et des sports est décernée aux personnes suivantes :

Monsieur CAMELLA Charles
114 rue du Commerce
54240 JOEUF

Monsieur SAIDJ Akli
4 rue des Vosges
54400 LONGWY

Monsieur PIECHOCKI Serge
35 rue Henri Barbusse
54310 HOMECOURT

Monsieur HAININ Alain
2 rue Mine du Paradis
54580 MOINEVILLE

Monsieur WUSARCZUK Richard
33 rue A. Thomas, immeuble Verlaine
54400 LONGWY

Monsieur LOMBARD Christian
4 rue de l'Espérance
54580 MOINEVILLE

Monsieur GOMES Gilbert
36 rue de l'Hôtel de Ville
54400 LONGWY

Monsieur VALENTINI Claude
11 rue du Maréchal Lyautey
54580 ERROUVILLE

Monsieur GASCHT Denis
12 ter avenue A. de Briey
54150 BRIEY

Monsieur NOEL Roland
3 chemin du Cheval Blanc, parc de Bouffler
54000 NANCY

Madame TONDEUR Maryse
259 rue Salvador Allende
54230 NEUVES-MAISONS

Monsieur BETSCHER Roger
3 place de la Libération
54670 CUSTINES

Monsieur LEPEZEL Georges
79 rue de Liège
54350 MONT-SAINT-MARTIN

Monsieur FAIVRE Robert
2 b avenue du Luxembourg
54810 LONGLAVAL

Madame BELOTTI Mireille
14 rue Jean-Jaurès
54400 LONGWY

Monsieur BAYARD Christian
13 rue de Mouilbeau
54260 LONGUYON

Monsieur OLDRINI Christian
23 rue des Erables
54350 MONT-SAINT-MARTIN

Monsieur ROBIN Gérard
35 rue du Parc
54510 TOMBLAINE

Monsieur MANSUY Philippe
9 avenue Forêt de Haye
54500 VANDOEUVRE

Monsieur RAGOT Gilles
13 bis rue de Houdemont
54500 VANDOEUVRE

Madame CLOAREC Michelle
2 rue de la Côte
54380 AUTREVILLE SUR MOSELLE

Monsieur ANDRE Pascal
1 rue du Maréchal Foch
54300 LUNEVILLE

Madame VIGNERON Monique
21 rue Donatien Haxaire
54120 BERTRICHAMPS

Monsieur VOGEL Pierre
20 rue Aristide Briand
54520 LAXOU

Article 2 : Le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à madame la ministre de la Santé et des Sports.

Nancy, le 21 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 portant attribution de la médaille d'honneur des travaux publics - Promotion du 14 juillet 2010

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : La médaille d'honneur des travaux publics est décernée aux personnes suivantes :

M. AUDY Jean-Paul
agent d'exploitation spécialisé des TPE
17 grande rue 54370 Xures

M. HANS Dominique
chef d'équipe d'exploitation principal des TPE
25 rue d'Alsace 88150 CHAVELOT

M. SARTORI Daniel
agent d'exploitation spécialisé des TPE
10 chemin des écluses 88190 GOLBEY

M. CHRISMENT Ghislain
agent d'exploitation spécialisé des TPE
place de l'Eglise 08500 ANCHAMPS

M. BLIN Jean-Michel
agent d'exploitation spécialisé des TPE
3 rue de l'Eglise 08230 BOURG FIDELÉ

M. DELLA NAVE Ivan
agent d'exploitation spécialisé des TPE
42/3 route de Metz 57100 THIONVILLE

M. DONOT Patrice
OPA contremaître "A"
31 le Parterre 55190 VOID

M. SERVAIS Michel
chef d'équipe d'exploitation des TPE
30, rue Principale 57920 ABONCOURT

M. ALBERICI Bruno
contrôleur principal des TPE
rue du Port 55190 VOID VACON

M. KRIKA Christian
agent d'exploitation spécialisé des TPE
5 rue de la Piscine 55000 BAR LE DUC

Article 2 : Monsieur le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux intéressés ainsi qu'à M. le ministre d'Etat, ministre de l'écologie et du développement durable.

Nancy, le 16 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Extrait de l'arrêté du 28 juin 2010 attribuant une récompense pour actes de courage et de dévouement

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : la médaille de bronze pour actes de courage et de dévouement est décernée à :

M. Pierre MANGENOT, gardien de la paix,
M. Alban BERNARD, gardien de la paix,
M. Adam DOLATA, gardien de la paix,
M. Xavier TROUSSELARD, brigadier de police,
M. Christophe PRUD'HOMME, brigadier de police,
M. Marc FOURNELLE, brigadier chef.

Le 6 mai 2010, ces 6 fonctionnaires de police n'ont pas hésité à se jeter à l'eau afin d'extraire deux personnes prisonnières dans leur voiture. Ils ont dû faire face à des éléments particulièrement hostiles ; ils ont bravé le froid (10°) et l'opacité de l'eau ainsi que le courant et pris des risques considérables au cours de cette intervention, n'hésitant pas à mettre leur propre vie en péril.

Article 2 : le sous-préfet, directeur de cabinet est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental de la sécurité publique et sera insérée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Nancy, le 28 juin 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

Service interministériel de défense et de la protection civile

Procès-verbal n° 04/2010 du 20 mai 2010 désignant les candidats reçus à l'examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA)

49 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ALTMAYER	Vincent	COCHEREN
BENSAÏ	Lucas	NANCY
BOULANGER	David	JARVILLE LA MALGRANGE
BOURGOIN	Maxime	CUSTINES
BRECK	Damien	NANCY
BRULE	Pauline	VILLERS LES NANCY
DELESSE	Nicolas	MARIEULLES
DELGORGUE	Christopher	NANCY
DOUISSARD	Jean	GERARDMER
ESPEL	Clément	NANCY
EVARD	Geoffrey	DARNIEULLES
FOULON	Jean-Baptiste	BOUXIERES AUX DAMES
GERARD	Ugo	NORROY LES PONT à M.
GIRARD	Jade	ENTRANGE
GIRARD	Terence	ENTRANGE
GIRAUD	Fanny	LIVERDUN
GOEURY	Paul	GENICOURT
GOUNANT	Kevin	VITTEL
GUERIN	Laura	FOUG
GURY	Jordan	HADOL
HAMANT	Maryline	NANCY
HERESBACH	Romain	ATTON
HOFFER	Marion	CHAMPEY SUR MOSELLE
HOMAND	Elise	REBEUVILLE
HUMBERT	Camille	VANDOEUVRE LES NANCY
JALET	Franck	NANCY
KARDYS	Adrien	SAINT DIZIER

KROMER
LABDANT
LECLER
LEGAL
LEONARD de JUVIGNY
LUC
MOTTY
NAJEL
PETITGENET
PIERREL
PIOT
PRIM
RINGENBACH
ROUILLE
SCHERRER
SCHLEMMER
SCHMITT
SERRIERE
STUDER
TORZUOLI
TRANCARD
VIRY

Robin
Julien
Maxime
Jérôme
Alice
Mathilde
Oscar
Sébastien
Antoine
Mélanie
Adrien
Jordan
Quentin
Jérémy
Paul-Matthieu
Paul
Nicolas
Antoine
Germain
Florence
Cantor
Stéphane

FROUARD
PULLIGNY
VILLEY ST ETIENNE
NANCY
NANCY
LANEUVEVILLE dt NANCY
NANCY
MARTINCOURT
EPINAL
LE SYNDICAT
HARREVILLE les CHANTEURS
TROISFONTAINES
LA BRESSE
FLAINVAL
OUDRENNE
LOISY
VANDOEUVRE LES NANCY
VILLERS LES NANCY
VANDOEUVRE LES NANCY
LUNEVILLE
NANCY
CHENIMENIL

Procès-verbal n° 06/2010 du 11 juin 2010 désignant les candidats reçus à l'examen de secourisme – Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique (BNSSA)

24 CANDIDATS ONT ETE RECUS :

ALBOUY
AUBLANC
AUBOIS
BANNY
BARONE-DUSSAUT
BEAUCHET
BELKACEMI
BELLIHI
CHOMEL
COLIN
DUCHEMIN
FERREIRA
GAUNARD
GRENOT
GUERIN
HUMBLOT
LAURENSOT
LEPINOUX
MESSAOUDI
PAOLILLO
POCARD
PRONGUE
REITZ
VESPIGNANI

Arnaud
Vincent
Marie
Etienne
Enguerran
Valentin
Kewyng
Ahmed
Carole
Claire
Nicolas
Jennifer
Eva
Maxime
Antoine
Justine
Julie
Benoît
Johann
Claudia
Alexandre
Solène
Benjamin
Brigitte

NANCY
HEILLECOURT
MONTMEDY
HAUCOURT MOULAIN
NANCY
NANCY
MONT ST MARTIN
MONT ST MARTIN
BAR LE DUC
POUSSAY
NANCY
THAON LES VOSGES
SERRES
NANCY
NANCY
ESSEY LES NANCY
VILLERS LES NANCY
NANCY
CHANTEHEUX
CREUZWALD
VANDOEUVRE les NANCY
REHAINVILLER
NANCY
NANCY

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des réglementations

Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 portant modification de l'autorisation préfectorale n° 171 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er – L'arrêté n° 171 du 15 février 2006 portant autorisation d'exploiter une entreprise de gardiennage à l'enseigne ATLAS INTER SECURITE est modifié comme suit :

« Article 1er : La société ATLAS INTER SECURITE, ayant pour activité la sécurité des biens et des personnes, gardiennage, sécurité incendie, dont le siège est situé 8, rue Jacquard à VANDOEUVRE LES NANCY (54500) est autorisée à exercer ses activités à compter de la notification du présent arrêté. »

Article 2 - Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- M. El Mekki EL BEKKAOU, dirigeant de la société ATLAS INTER SECURITE,
- Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique,
- M. le colonel, commandant la gendarmerie de Meurthe-et-Moselle,
- M. le maire de VANDOEUVRE LES NANCY,
- M. le maire d'HERSERANGE
- M. le greffier du tribunal de commerce de NANCY,

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 16 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le chef de bureau,
JP DEVIDET

Voies et délais de recours :

- **recours gracieux** adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision contestée. **Recours hiérarchique** adressé auprès de M. le ministre de l'intérieur et de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales – direction des libertés publiques et des affaires juridiques – sous-direction des libertés publiques et de la police administrative – 11, rue des Saussaies 75800 Paris cedex 08.

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- **recours contentieux** devant le tribunal administratif de Nancy.

Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2^{ème} mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2^{ème} mois suivant la date de rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Joindre impérativement à l'appui des recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document utile à l'instruction de la requête.

L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 554 rue du champ de foire 54200 TOUL présentée par Monsieur Dominique NOIREZ ;

ARRETE

Article 1er – L'association de gestion et d'animation du foyer Aristide BRIAND (AGAFAB) est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0010**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Dominique NOIREZ, directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 6 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Dominique NOIREZ, 3 rue Aristide BRIAND 54230 NEUVES MAISONS. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 30 rue Carnot 54220 MALZEVILLE présentée par Monsieur Jean-Edouard MOREAU ;

ARRETE

Article 1er – La SELARL Pharmacie MOREAU est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0011**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Edouard MOREAU, pharmacien.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Edouard MOREAU, 30 rue CARNOT 54220 MALZEVILLE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 162 avenue général Leclerc 54000 NANCY présentée par M. Franck FAIVRE ;

ARRETE

Article 1er – La boulangerie pâtisserie est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0012**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Franck FAIVRE, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Franck FAIVRE, 162 avenue Général Leclerc 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 3 rue de la Cristallerie 54120 BACCARAT présentée par Monsieur Jérôme PAYEUR ;

ARRETE

Article 1er – La boulangerie payeur J&V est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0013**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.
- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jérôme PAYEUR, cogérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel, commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jérôme PAYEUR, 3 rue de la Cristallerie 54120 BACCARAT et dont une copie sera transmise au Maire de la commune et au sous-préfet de Lunéville.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 1 boulevard de l'Europe - 54350 MONT SUR MEURTHE présentée par Madame Edwige DRUSZKWSKI ;

AR R E T E

Article 1er – La société SARL Coiffure JULIEN est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0015**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de la Gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Edwige DRUSZKWSKI, 811 route de Thionville 57000 METZ. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé ZA du haut serroir 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE présentée par Monsieur Jean-Marie BERLINGUE ;

AR R E T E

Article 1er – La société SARL BERLINGUE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0016**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès au Gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Marie BERLINGUE, ZA du haut Serroir 54690 LAY SAINT CHRISTOPHE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé ZAC DE LA SOLERE 54272 SAULXURES LES NANCY présentée par Monsieur SEBASTIEN VAXELAIRE ;

ARRETE

Article 1er – La société STOCOMEST est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0017**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Président Directeur Général.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur SEBASTIEN VAXELAIRE, ZAC DE LA SOLERE 54272 SAULXURES LES NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé rue LA CHAPELLE 54700 MOUSSON présentée par Monsieur JEAN PIERRE MAURER ;

AR R E T E

Article 1er – La commune de MOUSSON est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0018**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du Maire.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur JEAN PIERRE MAURER, rue LA CHAPELLE 54700 MOUSSON. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé RD 28 A DEPOT SFDM 54470 SAINT BAUSSANT présentée par Monsieur CLAUDE PINAULT ;

AR R E T E

Article 1er – La société SOCIETE FRANCAISE DONGES METZ est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0019**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du chef de dépôt.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 12 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel, commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur CLAUDE PINAULT, 47 avenue FRANKLIN ROOSEVELT 77210 AVON. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 3 rue MOUZON 54520 LAXOU présentée par Monsieur Jean-Christophe KLEIN ;

ARRETE

Article 1er – La société CCI DE MEURTHE ET MOSELLE est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0020**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Jean-Christophe KLEIN, directeur de la formation et de l'emploi, adjoint au directeur général de la chambre de commerce et d'industrie.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Christophe KLEIN, 3 rue MOUZON 54520 LAXOU. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.
Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé Centre R. Schuman Place Darche 54400 LONGWY présentée par Monsieur Michel GEORGE ;

ARRETE

Article 1er – La Poste est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0022**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès du directeur de l'établissement.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Michel GEORGE, 65 rue Pierre Semard 54039 NANCY CEDEX. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.
Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé route de Longuyon 54400 COSNES ET ROMAIN présentée par Monsieur Thomas MEYER ;

ARRETE

Article 1er – La société LIDL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0023**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (lutte contre les braquages).
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Thomas MEYER, directeur régional.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Thomas MEYER, ZA Lavallières BP 25 57645 NOISSEVILLE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 23 boulevard Nations 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Monsieur Laurent DEMANGE ;

ARRETE

Article 1er – La société BETELEC est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0024**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Protection Incendie/Accidents, Prévention des atteintes aux biens.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Laurent DEMANGE, responsable d'agence.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Laurent DEMANGE, 23 boulevard Nations 54500 VANDOEUVRE. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 7 allée du Midi 54270 ESSEY LES NANCY présentée par Madame Jeanine MARTINAGE ;

ARRETE

Article 1er – La société OR'CELIA est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0025**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme Jeanine MARTINAGE, gérante.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Madame Jeanine MARTINAGE, 7 allée du Midi 54270 ESSEY LES NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 8 rue de la vieille pierre 54390 FROUARD présentée par Monsieur Jean-Claude TOUSSAINT ;

ARRETE

Article 1er – La société SERVITEL est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0027**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Claude TOUSSAINT, directeur.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Claude TOUSSAINT, 8 rue de la vieille pierre 54390 FROUARD. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé CC Cora 54180 HOUEMONT présentée par Monsieur Jean-Luc CASIGLIO ;

ARRETE

Article 1er – La société LORCUIR est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0028**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Lutte contre la démarque inconnue.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Luc CASIGLIO, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Luc CASIGLIO, Centre Commercial Cora 54180 HOUEMONT. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 1 rue des Tilles 54425 PULNOY présentée par Monsieur Jean-Paul COUTEAU ;

ARRETE

Article 1er – La société Distrimat est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0029**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Paul COUTEAU, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Paul COUTEAU, 1 rue des Tilles 54425 PULNOY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 18 place Gerard Barrois 54130 SAINT MAX présentée par Monsieur Philippe CANDAT ;

AR R E T E

Article 1er – La société SNC CANDAT / MOSTOWSKI est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0032**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes.
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe CANDAT, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 8 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe CANDAT, 18 place Gerard Barrois 54130 SAINT-MAX, et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé route de Blenod 54700 MAIDIÈRES présentée par Monsieur Sylvain BOURGERY ;

AR R E T E

Article 1er – La société SARL Lavato est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0033**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue, Autres (lutte contre dégradations volontaires et vidanges sauvages).
- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.
- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Monsieur Sylvain BOURGERY, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 7 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Sylvain BOURGERY, 75 route de Saizerais - 54460 LIVERDUN. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 81 rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY présentée par Monsieur Sébastien BERLINGUE ;

ARRETE

Article 1er – La société SARL Plomberie 54 est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0035**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (protection du cuivre).

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Sébastien BERLINGUE, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Sébastien BERLINGUE, 81 rue Jeanne d'Arc 54000 NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 6 route départementale 913 54770 BOUXIERES AUX CHENES présentée par Monsieur Vincent POTTIER ;

ARRETE

Article 1er – La société EURL Le fournil de Vincent est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0036**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Vincent POTTIER, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel Commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Vincent POTTIER, 6 route Départementale 913 54770 BOUXIERES AUX CHENES. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 6 route départementale 913 - 54770 BOUXIERES AUX CHENES présentée par Monsieur Philippe POTTIER ;

ARRETE

Article 1er – La société SNC La fine aiguille est autorisé(e), pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0037**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Philippe POTTIER, gérant.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Colonel commandant le groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Philippe POTTIER, 6 route départementale 913 54770 BOUXIERES AUX CHENES. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté du 23 juin 2010 portant autorisation d'un système de vidéosurveillance

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéosurveillance situé 21 Bois de la Chapelle 54500 VANDOEUVRE LES NANCY présentée par Monsieur Jean-Claude WANEUKEM ;

ARRETE

Article 1er – La société Centre de Vie - Restaurabelle est autorisée, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en oeuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéosurveillance conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro **2010/0038**.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

- Prévention des atteintes aux biens, Lutte contre la démarque inconnue.

- Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

- Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé dans l'établissement cité à l'article 1^{er}, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéosurveillance et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Jean-Claude Claude WANEUKEM directeur de l'établissement.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 30 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en oeuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – M. le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à Monsieur Jean-Claude WANEUKEM, 21 Bois de la Chapelle 54500 VANDOEUVRE LES NANCY. et dont une copie sera transmise au Maire de la commune.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des libertés publiques,
Antoinette AUDIA

Extrait de l'arrêté modificatif du 24 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 – L'article premier de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2007 portant habilitation dans le domaine funéraire de l'entreprise de pompes funèbres « lorraine monuments «susvisée» est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

L'entreprise précitée est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière
- Le transport de corps après mise en bière
- L'organisation des obsèques
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Le reste de l'arrêté demeure sans changement

Article 2 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Madame Catherine LEBEGUE
- Monsieur le Maire de JARNY
- Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé

et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juin 2010

Pour le Préfet, par délégation, le chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 - L'entreprise de pompes funèbres « marbrerie graniterie Pinheiro » est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière (sous-traitance)
- Le transport de corps après mise en bière (sous-traitance)
- L'organisation des obsèques
- Les soins de conservation (sous-traitance)
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La gestion et l'utilisation des chambres funéraires (sous-traitance)
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 97-54-121

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Monsieur Hervé PINHEIRO
 - Monsieur le Maire de NANCY
 - Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juin 2010

Pour le Préfet, par délégation, le chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 portant habilitation dans le domaine funéraire

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 - L'entreprise de pompes funèbres «susvisée» est habilitée à exercer sur l'ensemble du territoire les activités funéraires suivantes :

- Le transport de corps avant mise en bière (sous-traitance)
- Le transport de corps après mise en bière (sous-traitance)
- L'organisation des obsèques
- Les soins de conservation (sous-traitance)
- La fourniture des housses, cercueils, de leurs accessoires intérieurs et extérieurs ainsi que des urnes funéraires
- La fourniture des corbillards et des voitures de deuil (sous-traitance)
- La fourniture du personnel, des objets et prestations nécessaires aux obsèques, inhumations, exhumations et crémations.

Article 2 – Le numéro d'habilitation est 2004-54-150

Article 3 – La durée de la présente habilitation est d'une durée de six ans

Article 4 - Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à :

- Madame Martine VIGREUX et Monsieur Gérard VIGREUX
 - Madame le Maire de BACCARAT
 - Monsieur le Directeur de l'agence régionale de santé
- et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juin 2010

Pour le Préfet, par délégation, le chef de bureau
Jean-Pierre DEVIDET

Voies et délais de recours

Dans les deux mois à compter des présentes notifications/décisions, les recours suivants peuvent être introduits :

- **Un recours gracieux** motivé peut être adressé à l'autorité administrative ayant pris la décision que vous contestez
- **Un recours hiérarchique** peut être introduit auprès de M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-Mer et des collectivités territoriales- Direction des Libertés Publiques et des Affaires Juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux - 11 rue des Saussaies - 75008 Paris CEDEX 08

En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

- **Un recours contentieux** peut être formé devant le tribunal administratif-5, place de la Carrière 54036 NANCY. Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée (ou bien du 2ème mois suivant la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique).

Vous veillerez à joindre impérativement à l'appui de vos recours une copie de la décision contestée et, le cas échéant, tout document que vous jugerez utile à l'instruction de votre requête. L'exercice d'un recours administratif ou d'un recours juridictionnel ne suspend pas l'exécution de la décision administrative contestée.

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE*Bureau des affaires budgétaires et financières des collectivités locales***Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 autorisant la nomination de régisseurs d'État auprès de la police municipale de Toul**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT le montant moyen de recettes encaissées mensuellement en 2009, par le régisseur titulaire précédent, (soit 7046 €) le nouveau régisseur titulaire, Mme TOURLOUSE est assujettie à un cautionnement de 760 € en application des dispositions de l'arrêté du 28 mai 1993 modifiée par l'extrait de l'arrêté du 3 septembre 2001,

ARRETE

Article 1^{er} : Les arrêtés préfectoraux des 14 mai 2003 et 29 octobre 2004 sont abrogés et sont remplacés par les dispositions qui suivent.

Article 2 : Mme TOURLOUSE Brigitte, agent de sécurité de la voie publique, adjoint administratif, est nommée en qualité de régisseur titulaire de la régie d'Etat de police municipale de Toul pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de police municipale de la circulation, en application de l'article L 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L.121-4 du code de la route.

Article 3 : Mme TOURLOUSE Brigitte est assujettie à un cautionnement obligatoire de 760 € auprès de l'Agence française de cautionnement mutuel. Elle percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 140.00 €.

Article 4 : Le régisseur titulaire encaisse et verse les fonds à la trésorerie de Toul Collectivités.

Article 5 : M. KRAWIEC Alexandre, est nommé régisseur suppléant, de cette même régie d'Etat.

Article 6 : Les autres policiers municipaux de la commune de Toul sont, le cas échéant, désignés mandataires.

Article 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de l'arrondissement de Toul, la maire de Toul et la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur titulaire et à son suppléant par la maire de la commune de Toul et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 24 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 28 juin 2010 portant règlement du budget primitif 2010 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

Considérant la conformité du compte administratif 2009 de la collectivité avec le compte de gestion 2009 du comptable public constatée par la chambre régionale des comptes de Lorraine et la possibilité de substituer le premier document budgétaire par le second dans le règlement du budget primitif 2010 de la collectivité ;

Considérant que le budget primitif 2010 du S.S.P.I.V. ne comporte pas de section d'investissement ;

ARRETE

Article 1^{er} : Le budget primitif 2010 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize est arrêté à la somme 42 559 € (QUARANTE DEUX MILLE CINQ CENT CINQUANTE NEUF EUROS).

Article 2 : Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement sont respectivement fixées à 42 559 €. Ces inscriptions en recettes et en dépenses de fonctionnement sont ventilées entre les chapitres et articles comme suit :

DEPENSES			RECETTES		
Chap.	Libellé	Propositions	Chap.	Libellé	Propositions
011	Charges à caractère général	710,00 €	R 002	Excédent de fonctionnement reporté	23 800,57 €
012	Charges de personnel	529,00 €	74	Dotations, subventions et participations	18 758,43 €
65	Autres charges de gestion courante (dont contingent et participations (C/6555))	41 320,00 € 40 050,00 €			
	TOTAL	42 559,00 €		TOTAL	42 559,00 €

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète chargée de mission, la présidente du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize et le trésorier d'Haroué-Vézelize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Le préfet,
Dominique BELLION

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Extrait de l'arrêté du 21 juin 2010, modifiant les arrêtés des 15 décembre 2006, 3 mai 2007 et 18 novembre 2008, fixant la répartition des soldes créditeurs des comptes 1021 et 1022 et du solde débiteur du compte 119 entre les communes de SAXON-SION et de VAUDEMONT suite à la dissolution du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI).

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1^{er} : L'arrêté du 15 décembre 2006, modifié par les arrêtés du 3 mai 2007 et du 18 novembre 2008 autorisant la dissolution du syndicat intercommunal de la colline inspirée (SICI) est modifié comme suit :

L'article 2 est complété comme suit :

La somme de 1.345,67 €, figurant au débit du compte 119, et la somme de 52.768,38€, figurant au crédit du compte 1021, sont reversées à la commune de Vaudémont.

La somme de 8161.97€, figurant au crédit du compte 10222, est reversée pour 5998,68€ à la commune de Saxon-Sion et pour 2.163,29€ à la commune de Vaudémont.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Vaudémont et le maire de Saxon-Sion sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au directeur départemental des finances publiques de Meurthe-et-Moselle, et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 21 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation
La sous-préfète chargée de mission
Juliette TRIGNAT

Bureau des procédures environnementales

Extrait de l'arrêté du 17 juin prorogeant l'arrêté préfectoral du 24 juin 2009 autorisant l'occupation temporaire de parcelles pour la réalisation des travaux de mise en 2x2 voies de la RN 59 entre SAINT CLEMENT et AZERAILLES

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : L'occupation des terrains portant sur les parcelles désignées sur les états parcellaires et plans parcellaires joints à l'arrêté préfectoral du 24 juin 2009 est prorogée jusqu'au 30 octobre 2010.

Article 2 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de NANCY dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 3 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le Sous-Préfet de LUNEVILLE, le Maire de la commune de SAINT-CLEMENT, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Lorraine sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au Directeur départemental des territoires.

Nancy, le 17 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 24 juin 2010 portant commissionnement de Mme Delphine JUNG pour rechercher et constater les infractions pénales commises dans la partie terrestre des réserves naturelles

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : Mme Delphine JUNG, agent de la réserve naturelle régionale de la Vallée de la Moselle, dont le siège est situé à THIAUCOURT 7 bis route de Pont-à-Mousson, Conservatoire des Sites Lorrains, est commissionnée pour rechercher et constater, dans le département de Meurthe-et-Moselle, les infractions aux dispositions des articles L.332-3, L.332-6, L.332-7, L.332-9, L.332-11, L.332-12, L.332-17 et L.332-18 du code de l'environnement.

Article 2 : L'agent mentionné ci-dessus est également compétent pour rechercher et constater, dans son département d'affectation, les infractions mentionnées à l'article L.322-10-1 du code de l'environnement.

Article 3 : Préalablement à son entrée en fonctions, Mme Delphine JUNG doit avoir prêté serment devant le tribunal de Grande Instance de son domicile.

Article 4 : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification ou être déféré devant le tribunal administratif de Nancy dans les mêmes conditions de délai.

Article 5 : Le Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera notifiée à Mme Delphine JUNG et qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 24 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 25 juin 2010 modifiant la composition de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites - formation dite "des carrières".

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1er : L'article 5 de l'arrêté du préfectoral du 15 janvier 2009 portant composition de la formation spécialisée dite "des carrières" est modifié comme suit :

5-3 : Collège des personnes compétentes :

Suppléant :

M. Pascal TANNEUR en remplacement de M. Jean-Raymond VERNET

Le reste sans changement.

Article 2 : Le mandat du représentant visé à l'article 1 expirera le 15 janvier 2012. Ce mandat est renouvelable.

Article 3 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée aux membres de la formation spécialisée dite "des carrières" de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.

Nancy, le 25 juin 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTÉRIELLE ET DES MOYENS

Bureau de l'interministérialité

Extrait de l'arrêté du 18 juin 2010 portant modification de la composition de la commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1^{er} : La composition de la commission de présence postale territoriale de Meurthe-et-Moselle est modifiée comme suit :

Représentants du Conseil Régional de Lorraine :

- Madame Maryvonne MUSSET, Conseillère régionale

- Madame Rachel THOMAS, Conseillère régionale

Représentant de La Poste :

Madame Véronique BOITOUT, Directrice de l'Enseigne de la Poste Lorraine Sud

Le reste est sans changement.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et la directrice territoriale de l'enseigne La Poste Lorraine-Sud sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 juin 2010

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Arrêté n° 10.OSD.07 du 28 juin accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi organique n° 2001-692 du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances, modifiée par la loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 ;

VU la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'État, les départements, les communes et les établissements publics, modifiée par le décret n° 98-81 du 11 février 1998 et par la loi n° 99-209 du 19 mars 1999 ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, modifié par le décret 92-1369 du 29 décembre 1992 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment l'article 38 4°,

VU le décret 2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État, ensemble les arrêtés des 29 décembre 2005 et 26 janvier 2006 de M. le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie portant application de l'article 15 du décret susvisé ;

VU le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant code des marchés ;

VU le décret du président de la République du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU les arrêtés interministériels des 21 et 30 décembre 1982 modifiés, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution des budgets des ministères de l'éducation nationale, des transports, de l'urbanisme et du logement, de l'environnement et de la jeunesse et des sports.

VU les arrêtés interministériels des 21 décembre 1982 et 27 décembre 1983, portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués pour l'exécution du budget du ministère chargé des affaires sociales ;

VU les arrêtés interministériels du 23 mars 1994 et du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

VU l'arrêté du Premier Ministre en date du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté préfectoral n° 10.OSD.03 du 22 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition de M. secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1: Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle à l'effet de procéder à l'engagement, au mandatement et à la liquidation des dépenses imputées au titre des programmes suivants :

- Programme 104 "Intégration et accès à la nationalité française"

- Programme 106 "Action en faveur des familles vulnérables"

- Programme 109 "Aide à l'accès au logement"

- Programme 124 "Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales"

- Programme 135 "Développement et amélioration de l'offre au logement"

- Programme 137 "Égalité entre les hommes et les femmes"

- Programme 157 "Handicap et dépendance"

- Programme 163 "Jeunesse et vie associative"

- Programme 177 "Prévention de l'exclusion et insertion des personnes vulnérables"

- Programme 183 "Protection maladie"

- Programme 210 "Conduite et pilotage des politiques du sport, de la jeunesse et de la vie associative"

- Programme 216 "Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur"
- Programme 217 "Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire"
- Programme 219 "Sport"
- Programme 307 "Administration territoriale"

ainsi qu'à la liquidation et à l'émission des titres de recettes exécutoires en application du décret susvisé du 29 décembre 1962 (modifié), en ce qui concerne les programmes précités, y compris en ce qui concerne les recettes d'indus de primes exceptionnelles de RMI.

Un compte rendu d'utilisation des crédits pour l'exercice budgétaire ainsi qu'un tableau de bord des indicateurs de réalisation des différents programmes me seront adressés trimestriellement.

Article 2 : Délégation de signature est également donnée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle pour opposer la prescription quadriennale aux créances sur l'État intéressant les dépenses visées à l'article précédent, ainsi que pour relever, après avis du comptable, les créanciers de l'Etat de la prescription quadriennale.

Article 3 : La présente délégation ne concerne ni les éventuels ordres de réquisition du comptable public, ni les éventuelles propositions de passer outre aux avis défavorables de Mme l'administrateur général des finances publiques, qui restent soumis à ma signature.

Article 4 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle peut, sous sa responsabilité, subdéléguer sa signature dans les conditions fixées par les arrêtés interministériels portant règlement de comptabilité publique pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués.

Article 5 : La signature des agents habilités dans les conditions prévues à l'article précédent est accréditée auprès de Mme l'administrateur général des finances publiques.

Article 6 : Délégation de signature est accordée à M. Daniel BOUFFIER directeur départemental de la cohésion sociale, à l'effet d'exercer en mon nom la fonction de personne représentant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés dont la dépense est imputée sur les programmes visés à l'article 1^{er} du présent arrêté. Les niveaux d'évaluations des besoins et les procédures suivies seront conformes au règlement départemental en vigueur.

Cette délégation est limitée aux marchés dont le montant hors taxes est inférieur aux seuils prévus pour la publication d'un avis de pré information à l'office des publications de l'union européenne, soit actuellement 750 000 €HT pour les marchés de fournitures et services et 5 150 000 €HT pour les marchés de travaux.

Elle s'applique à toutes les pièces nécessaires à la procédure de passation du marché.

Au delà de ces seuils, délégation de signature est accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale pour me représenter et signer toutes pièces nécessaires à la passation du marché, à l'exception du choix du ou des titulaires et de la signature des pièces constitutives du marché visées à l'article 11 du code des marchés publics.

Article 7 : Délégation de signature est également accordée à M. le directeur départemental de la cohésion sociale à l'effet d'engager les procédures d'adhésion à des marchés nationaux, à des conventions de prix ou à des groupements d'achats dans la limite des seuils prévus à l'article précédent. Au-delà de ces seuils les actes d'engagement ou d'adhésion à des marchés nationaux ou conventions de prix restent soumis à ma signature.

Article 8 : M. le directeur départemental de la cohésion sociale m'adressera, préalablement à l'envoi à la publication, copie du projet d'avis d'appel public à la concurrence concernant les marchés supérieurs à 90 000 €HT. L'envoi effectif à la publication sera subordonné à mon visa préalable.

Article 9 : En matière de marchés formalisés ou supérieurs à 206 000€HT en matière de travaux pour lesquels il assume la fonction de représentant du pouvoir adjudicateur, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut se faire représenter, sauf en ce qui concerne le choix de l'attributaire et la signature des pièces du marché telles que définies à l'article 11 du code des marchés publics, et de ses avenants, qui restent soumis à sa signature.

Article 10 : En ce qui concerne le cas des marchés sur procédure adaptée en matière de fournitures et services et inférieurs à 206 000 €HT en matière de travaux, M. le directeur départemental de la cohésion sociale peut subdéléguer sa signature à un ou plusieurs collaborateurs, y compris pour le choix du titulaire et la signature du marché.

Article 11 : L'arrêté préfectoral n° 10.OSD.03 du 22 janvier 2010 accordant délégation de signature de l'ordonnateur secondaire et de la personne exerçant le pouvoir adjudicateur en matière de marchés publics à M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, est abrogé.

Article 12 : M. le secrétaire général de la préfecture, M. le directeur départemental de la cohésion sociale et Mme l'administrateur général des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 juin 2010

Le Préfet
Dominique BELLION

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST

Division d'exploitation de Metz

Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-049 du 14 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux de renouvellement de la couche de roulement sur A33 du PR 20+300 au PR 18+000

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE.	A33
Points Repères PR. et sens	PR 20,300 au PR 18,000 sens Strasbourg-Nancy
SECTION	
NATURE DES TRAVAUX	Renouvellement de la couche de roulement
PERIODE GLOBALE	21juin au 24 juin 2010

SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation VG sens Nancy/Strasbourg Neutralisation VD sens Strasbourg/Nancy Basculement circulation sens Strasbourg/Nancy sur le sens Nancy/Strasbourg Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50 km/h dans les basculements. Interdiction de doubler La nuit de 20h à 6h	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE District de Nancy CEI de Fléville	MISE EN PLACE PAR:CEI de Fléville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

Interdit : Les travaux doivent s'effectuer conformément au plan de phasage ci-dessous :				
N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	21 juin 2010	AK5 PR 16,500	Neutralisation Voie de Gauche sens Nancy/Strasbourg	Sans objet
	au	AK5PR 23,300	Neutralisation Voie de Droite sens Strasbourg/Nancy	
	24 juin 2010	ITPC 20,300	Basculement circulation sens Strasbourg/Nancy sur le sens Nancy/Strasbourg voie de gauche	
	de 20h00 à 6h00	ITPC 17,700 provisoire		

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Saint Nicolas de Port.
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de (Meurthe et Moselle, le Commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à Monsieur le Maire de la commune de Saint Nicolas de Port.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le Directeur de la société SCREG et CIOLAS
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 14 juin 2010

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle
P/ le Préfet et par délégation
Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

Extrait de l'arrêté N° 2010-DIR-Est-M-54-048 du 14 juin 2010 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération relatif aux travaux d'entretien courant de la RN 52 du PR 12+840 au PR 20+365

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1 : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il réglemente la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en oeuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 52	
POINTS REPERES (PR) ET SENS	PR 12+840 à 20+365 2 sens de circulation	
SENS	2 sens de circulation	
SECTION	Section courante	
NATURE DES TRAVAUX	Entretien courant de la section complète	
PERIODE GLOBALE	Du lundi 21 juin au mercredi 23 juin 2010	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Coupure d'une chaussée avec sortie obligatoire. Mise en place d'itinéraire de déviations.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE: - CEI de Villers-la-Chèvre	MISE EN PLACE PAR: - CEI de Villers-la-Chèvre

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	Date/Heure	PR et SENS	SYSTEMES D'EXPLOITATION	RESTRICTIONS DE CIRCULATION
1	Le lundi 21/06/2010 de 8h00 à 17h00	Du PR 12+840 au PR 20+365 2 sens	Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire aux échangeurs : - de Mexy pour le sens Metz => Belgique - du Pulventeux pour le sens Belgique => Metz. Mise en place de déviations	- Metz => Belgique Au droit de l'échangeur de "MEXY", la direction ARLON-LUXEMBOURG est déviée par la D520 (Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, Rue A. Labro, Rue de Metz, Avenue du Général de Gaulle, Avenue de l'Aviation en traverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 au giratoire Est du "PULVENTEUX". - Belgique => Metz Au droit de l'échangeur du "PULVENTEUX", la direction METZ est déviée par la D18 puis la D520 (Avenue de l'Aviation; Avenue du Général de Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro, Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny en raverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 à l'échangeur de "MEXY".
2	Le mardi 22/06/2010 de 8h00 à 17h00	Du PR 12+840 au PR 20+365 2 sens	Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire aux échangeurs : - de Mexy pour le sens Metz => Belgique - du Pulventeux pour le sens Belgique => Metz. Mise en place de déviations	- Metz => Belgique Au droit de l'échangeur de "MEXY", la direction ARLON-LUXEMBOURG est déviée par la D520 (Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, Rue A. Labro, Rue de Metz, Avenue du Général de Gaulle, Avenue de l'Aviation en traverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 au giratoire Est du "PULVENTEUX". - Belgique => Metz Au droit de l'échangeur du "PULVENTEUX", la direction METZ est déviée par la D18 puis la D520 (Avenue de l'Aviation; Avenue du Général de Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro, Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny en raverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 à l'échangeur de "MEXY".
3	Le mercredi 23/06/2010 de 8h00 à 17h00	Du PR 12+840 au PR 20+365 2 sens	Coupure de la chaussée avec sortie obligatoire aux échangeurs : - de Mexy pour le sens Metz => Belgique - du Pulventeux pour le sens Belgique => Metz. Mise en place de déviations	- Metz => Belgique Au droit de l'échangeur de "MEXY", la direction ARLON-LUXEMBOURG est déviée par la D520 (Avenue de Tassigny, Rue de la Faïencerie, Rue A. Labro, Rue de Metz, Avenue du Général de Gaulle, Avenue de l'Aviation en traverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 au giratoire Est du "PULVENTEUX". - Belgique => Metz Au droit de l'échangeur du "PULVENTEUX", la direction METZ est déviée par la D18 puis la D520 (Avenue de l'Aviation; Avenue du Général de Gaulle, Rue de Metz, Rue A. Labro, Rue de la Faïencerie, Avenue de Tassigny en raverse de la commune de LONGWY) pour rejoindre la N52 à l'échangeur de "MEXY".

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de LONGWY;
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux.
- Mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté;
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le Secrétaire général de la Préfecture de Meurthe et Moselle, le Directeur Interdépartemental des Routes - Est, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique de Meurthe et Moselle, le commissaire de LONGWY, le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Une ampliation sera adressée pour affichage et/ou publication à Monsieur le Maire de la commune de LONGWY.

Une ampliation sera adressée pour information à :

- Monsieur le Commandant de la Région Militaire de Défense Nord-Est,
- Monsieur le Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est,
- Monsieur le Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Président du Conseil Général de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente de Meurthe et Moselle,
- Monsieur le Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Monsieur le responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins lès Metz, le 14 juin 2010

Le Préfet du Département de la Meurthe et Moselle
P/ le Préfet et par délégation
Le chef de la division d'exploitation de Metz
David MAZOYER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE
DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Cellule habitat santé

Extrait de l'arrêté N° 584/2010/ARS/DT54 du 28 mai 2010 portant déclaration d'insalubrité irrémédiable la maison d'habitation sise 36, rue du Stock à JOUDREVILLE (54490)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que l'état des bâtiments constitue un danger pour la santé des personnes qui l'occupent (ou sont susceptibles de l'occuper), ainsi que pour celle des voisins, notamment aux motifs suivants :

- forte détérioration dans son ensemble, consécutive à l'accumulation de déchets et d'objets hétéroclites, et à l'absence totale d'entretien, ce qui n'a fait qu'accentuer le processus de détérioration ;
- humidité persistante ;
- installations sanitaires et de chauffage hors d'usage ;
- installation électrique non conforme et non sécurisée ;
- réseaux et branchements techniques dégradés ;
- absence d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine et en eau chaude.

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est impossible de remédier à l'insalubrité de la maison d'habitation, compte tenu de l'importance des désordres affectant ce bâtiment, de la nature et de l'ampleur des travaux nécessaires à la résorption de l'insalubrité, dont l'évaluation est égale ou supérieure au coût de reconstruction du bâtiment.

A R R E T E

Article 1 : La maison d'habitation sise à JOUDREVILLE, 36 rue du Stock - références cadastrales :

- AC 1240 JOUDREVILLE
- AD 740 PIENNES

- propriété de Mme COLSON Françoise, domiciliée à JOUDREVILLE (54490) – 36, rue du Stock, est déclarée insalubre irrémédiable.

Article 2 : Le local susvisé est, en l'état, interdit définitivement à l'habitation et à toute utilisation, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 3 : Dès le départ des occupants et leur relogement, le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu d'exécuter tous travaux nécessaires pour empêcher toute utilisation des locaux et interdire toute entrée dans les lieux (murage des portes et ouvrants).

A défaut, il y sera pourvu d'office par l'autorité administrative aux frais du propriétaire (mentionné à l'article 1).

Article 4 : Si le propriétaire mentionné à l'article 1, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de rendre l'immeuble salubre, la mainlevée du présent arrêté d'insalubrité pourra être prononcée après constatation par les agents compétents de la sortie d'insalubrité de l'immeuble.

Le propriétaire tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux dans le respect des règles de l'art.

Article 5 : A défaut pour le propriétaire de se conformer aux dispositions des articles 2 et 3, il est passible des sanctions prévues à l'article L.1337-4 du code de la santé publique, à savoir « d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 50 000 euros ».

Article 6 : Le fait de ne pas respecter cette interdiction d'habiter et le fait de remettre à disposition ces locaux vacants sont punis « d'un emprisonnement de trois ans et d'une amende de 100 000 euros », conformément à l'article L.1337-4 du code de la santé publique.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié à Mme COLSON Françoise, propriétaire.

Il sera également affiché aux mairies de JOUDREVILLE et PIENNES ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Il sera transmis aux maires des communes de JOUDREVILLE et PIENNES, au procureur de la république, au directeur de la direction départementale des territoires, au sous-préfet de BRIEY, à l'organisme payeur des aides personnelles au logement, ainsi qu'aux gestionnaires du fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur général de l'agence régionale de santé, les maires de JOUDREVILLE et PIENNES sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté

Article 9 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques dont dépend l'immeuble concerné aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1. Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Article 10 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de M. le préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès de la ministre chargée de la santé (Direction générale de la santé – SD7C – 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP) dans les deux mois suivant la notification. Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

Nancy, le 28 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté N° 585/2010/ARS/DT54 du 28 mai 2010 portant déclaration d'insalubrité remédiable du logement situé au deuxième étage du bâtiment d'habitation sis 40, rue des Vosges à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110)

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDERANT que ce logement constitue un danger pour la santé de la personne qui l'occupe, notamment aux motifs suivants :

- une humidité persistante, occasionnant la prolifération massive de moisissures, préjudiciables à la santé des occupants et une détérioration généralisée des revêtements ;

- un système de ventilation inadapté et non fonctionnel ;

CONSIDERANT que le CODERST est d'avis qu'il est possible de remédier à l'insalubrité de ce logement ;

CONSIDERANT dès lors qu'il y a lieu de prescrire les mesures appropriées et le délai d'exécution indiqué par le CODERST ;

A R R E T E

Article 1 : Le logement du deuxième étage du bâtiment d'habitation sis, 40 rue des Vosges à DOMBASLE-SUR-MEURTHE (54110) - référence cadastrale AS 124 - propriété de Mme VONKOEDING Christine résidant Place Marcel Boussac – Bât A – à RAMBERVILLERS (88700) ou de ses ayants droit, est déclaré insalubre remédiable.

Article 2 : Afin de remédier à l'insalubrité constatée, il appartiendra au propriétaire mentionné à l'article 1 de réaliser selon les règles de l'art, et dans le délai de 6 mois, les mesures ci-après :

- recherche et suppression de toutes sources d'humidité (condensation, infiltrations, fuites) ;
- remise en état/remplacement des revêtements intérieurs (murs, sols, plafonds), des huisseries, des plinthes et des ouvrants ;
- mise en place d'un système de ventilation assurant un renouvellement permanent d'air neuf ;
- suppression des ponts thermiques et des déperditions calorifiques (renforcement des qualités isolantes des parois) ;
- reprise de l'étanchéité de la couverture et des parties accessoires (noue, solin, chéneau) ;
- remise en état des ouvrages d'évacuation des eaux pluviales ;
- ainsi que toutes mesures propres à rendre le logement conforme à la législation sanitaire en vigueur.

Ce délai court à compter de la notification du présent arrêté.

Faute de réalisation des mesures prescrites dans les conditions précisées, l'autorité administrative pourra les exécuter d'office aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1, après mise en demeure, dans les conditions précisées à l'article L. 1331-29 du code de la santé publique.

Article 3 : En cas de travaux susceptibles d'altérer les matériaux et/ou revêtements (ponçage, abattage de cloisons, intervention sur des matériaux amiantés...), les diagnostics amiante et plomb devront être fournis aux entreprises amenées à intervenir dans l'immeuble.

Article 4 : Compte tenu de la nature et de l'importance des désordres constatés, le logement susvisé est interdit à l'habitation à titre temporaire à compter du 1^{er} septembre 2010 jusqu'à la mainlevée du présent arrêté.

Le local visé ci-dessus ne peut être ni loué, ni mis à la disposition à quelque usage que ce soit, en application de l'article L. 1331-28-2 du code de la santé publique.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 doit, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, informer le préfet de l'offre d'hébergement qu'il a faite aux occupants pour se conformer à l'obligation prévue à l'article L.521-3-1 du code de la construction et de l'habitation.

Article 5 : La mainlevée du présent arrêté d'insalubrité ne pourra être prononcée qu'après constatation de la conformité de la réalisation des travaux aux mesures prescrites pour la sortie d'insalubrité, par l'autorité compétente.

Le propriétaire mentionné à l'article 1 tient à disposition de l'administration tout justificatif attestant de la réalisation des travaux, dans les règles de l'art.

Article 6 : Le propriétaire mentionné à l'article 1 est tenu de respecter les droits des occupants dans les conditions précisées aux articles L. 521-1 à L. 521-3-2 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe au présent arrêté.

Le non respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues par l'article L. 1337-4 du code de la santé publique ainsi que par les articles L. 521-4 et L.111-6-1 du code de la construction et de l'habitation, reproduits en annexe.

Article 7 : Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1 ci-dessus ainsi qu'à l'occupant du local concerné. Il sera également affiché à la mairie de DOMBASLE-SUR-MEURTHE ainsi que sur la façade de l'immeuble.

Article 8 : Le présent arrêté sera publié à la conservation des hypothèques, dont dépend l'immeuble pour chacun des locaux concernés aux frais du propriétaire mentionné à l'article 1. Il sera également publié au recueil des actes administratifs du département.

Il sera transmis au maire de la commune de DOMBASLE-SUR-MEURTHE, au procureur de la république, au directeur départemental des territoires, aux organismes payeurs des aides personnelles au logement (CAF et MSA), ainsi qu'aux gestionnaires des fonds de solidarité pour le logement du département.

Article 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle.

L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours hiérarchique auprès du ministre chargé de la santé (Direction générale de la santé- EA 2- 14, avenue Duquesne, 75350 Paris 07 SP). L'absence de réponse dans un délai de quatre mois vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du tribunal administratif de NANCY – 5, place Carrière, également dans le délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé.

Nancy, le 28 mai 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

*Service établissements de santé***Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 67/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 056 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 014 073**

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 76 157 832 €.

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 77/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maternité Régionale pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 031 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 015

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maternité Régionale est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixée à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 8 892 357 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

470 553 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 78/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de TOUL pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 049 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 023

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de TOUL est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 726 418 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

1 129 327 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 79/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière de BACCARAT pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 014 081 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 072

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière de Baccarat est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 17 165 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 80/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de LUNEVILLE pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 080 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 155

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de Lunéville est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 3 820 088 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

964 633 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le Directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 81/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 106 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 296

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 2 927 578 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 197 224 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

799 940 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 82/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés à la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 000 122 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 395

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie de la Maison Hospitalière SAINT-CHARLES est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 3 673 867 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 134 092 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 83/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Alexis Vautrin à VANDOEUVRE pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 003 019 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 286

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Alexis Vautrin est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 9 422 956 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 84/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 002 078 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 001 138

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 12 586 214 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 92 935 456 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

3 864 686 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

627 449 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

1 159 294 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 85/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Syndicat Inter hospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 020 112 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 163

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur est fixé pour l'année 2010, aux articles 2 à 4 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code la sécurité sociale est fixé à 0 €

Article 3 : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 2 757 305 €

Article 4 : Le montant des forfaits annuels mentionnés à l'article L162-22-12 du code de la sécurité sociale sont fixés à :

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité d'accueil et de traitement des urgences ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de prélèvement d'organe ;

0 € pour le forfait annuel relatif à l'activité de transplantation d'organes et de greffe de moelle osseuse ;

Article 5 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 6 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé

Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 N° 86/2010 du 23 juin 2010 fixant les produits de l'hospitalisation pris en charge par l'assurance maladie et versés au Centre Jacques Parisot de BAINVILLE-SUR-MADON pour l'exercice 2010 - N° FINESS ENTITE JURIDIQUE 540 006 707 - N° FINESS ETABLISSEMENT 540 000 668

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

A R R E T E

Article 1 : Le montant des ressources d'assurance maladie du Centre Jacques Parisot est fixé pour l'année 2010, à l'article 2 du présent arrêté.

Article 2 : Le montant de la dotation annuelle de financement, D.A.F., mentionnée à l'article L174-1 du code de la sécurité sociale est fixé à 16 050 212 €

Article 2bis : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation, M.I.G.A.C., mentionnée à l'article L162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé à 70 000 €

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir auprès du secrétariat du tribunal compétent, dans le délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L 351-1 à L 351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le délégué territorial et le directeur de l'établissement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 23 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé

Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Service produits de la santé et de la biologie

Extrait de l'arrêté n°2010-86 du 11 juin 2010 relatif à la demande d'autorisation de dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical sollicitée par la Société SANTE PLUS

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

CONSIDERANT la demande présentée le 12 novembre 2009 par Monsieur Pierre POINSIGNON, directeur de la société « SANTE PLUS » en vue d'obtenir l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical pour son site de rattachement situé à Toul ;

CONSIDERANT les dossiers reçus les 18 novembre 2009, 8 décembre 2009 et 21 janvier 2010 ;

CONSIDERANT le rapport d'enquête du 25 mars 2010 des pharmaciens inspecteurs de santé publique de Lorraine ;

CONSIDERANT l'avis favorable du Conseil Central de la Section D de l'Ordre National des Pharmaciens émis lors de sa réunion du 3 juin 2010 ;

A R R E T E

Article 1 : La Société « SANTE PLUS » est autorisée à dispenser, à domicile, de l'oxygène à usage médical dans les conditions suivantes :

Forme juridique : S.A.R.L. (Société anonyme à responsabilité limitée)

Siège social : 170 route de la Font de Cine - Immeuble « le Quartz »
06220 VALLAURIS

Site de rattachement : Pôle Industriel Toul Europe
Secteur B - Avenue de l'Europe
54200 TOUL

Pharmacien responsable : Madame Chantal POINTET

Aire géographique desservie :

Lorraine : Moselle (57), Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Vosges (88) ;

Champagne Ardenne : Aube (10), Marne (51), Haute-Marne (52), Ardennes (08) ;

Franche Comté : Doubs (25), Haute-Saône (70).

Article 2 : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Article 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Article 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Article 5 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans le délai de deux mois :

Auprès de Madame la Ministre de la Santé et des Sports – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY cedex pour le recours contentieux.

Article 6 : Monsieur le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Société Santé Plus ; Monsieur POINSIGNON ; Monsieur le Président du Conseil Central de l'Ordre National des Pharmaciens – Section D ; Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Nancy ; Monsieur le Directeur de la caisse primaire d'assurance maladie de Longwy.

Et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 juin 2010

Le directeur général,
Jean-Yves GRALL

Direction Générale

Arrêté N° 2010-02 modifié en date du 23 juin 2010 portant délégation de signature du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

ARRETE

Article 1^{er} : La délégation de signature est un procédé par lequel une autorité administrative charge une autre autorité, qui lui est hiérarchiquement subordonnée, d'agir en son nom, dans un cas ou dans une série de cas déterminés.

Article 2 : Délégation de signature est donnée, à l'effet de signer les décisions relatives à l'exercice de la totalité des missions de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine, en cas d'absence ou d'empêchement du Directeur Général, à Madame Marie-Hélène Maître, Directrice Générale Adjointe, Directrice de la Stratégie.

Article 3 : Délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé, entrant dans leur champ de compétences et à toutes mesures relatives au fonctionnement des services placés sous leur autorité, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

A Madame Marie-Hélène Maître ; Directrice Générale Adjointe et Directrice de la Stratégie ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du Projet Régional de Santé (PRS), à l'observation et aux statistiques, à l'évaluation interne, à l'organisation de la « démocratie sanitaire » notamment la gestion de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ainsi que les commissions spécifiques prévues par la loi n°2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de la Stratégie.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Stratégie, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté,

- Madame Gisèle Hurson, chef du service « démocratie sanitaire », pour la gestion des commissions spécifiques et de la CRSA.
- Madame le Docteur Arielle Brunner, pour l'élaboration du PRS.
- Madame Danielle Dell'era, chef du service « observations, statistiques, analyse et données de santé » dans son champ d'activités.

A Madame Claudine Barbaste ; Directrice déléguée aux Ressources Humaines et aux Affaires Internes, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la gestion des questions sociales, la gestion administrative et la préparation hors liquidation de la paie, le recrutement, la formation et la gestion des carrières, le plan de formation, la gestion prévisionnelle des emplois et compétences, la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait, la gestion du parc automobile et la gestion informatique.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction des ressources humaines et des affaires internes.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice déléguée aux Ressources Humaines et aux affaires internes, délégation de signature est donnée aux personnes ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services et des ordres de mission permanents et spécifiques à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Monsieur Christian Schaeffer, adjoint à la Directrice déléguée aux Ressources Humaines et Affaires Internes sur les champs d'activités décrits ci-dessus
- Madame Marie-Reine Schmitt, chef de service des systèmes d'informations internes en matière de gestion informatique
- Monsieur Ricardo Martinez, assurant la vacance de la chefferie de service en attente de nomination pour la stratégie immobilière et l'aménagement des espaces de travail, la fonction accueil du public, l'externalisation des fonctions, les achats publics, l'engagement des dépenses et la certification du service fait et la gestion du parc automobile.

A Monsieur Patrick Mettavant, Directeur des services Financiers et Comptables pour

- Les décisions et correspondances relatives à la liquidation de la paie notamment dans la validation des éléments variables de la paie transmis au prestataire dans le cadre de la convention signée entre le DGARS et le Directeur des services financiers et comptables (DSFC) relatives aux missions traditionnellement exercée par l'ordonnateur et confiées au DSFC.

A Monsieur Marcel Dossmann ; Directeur de la Performance et la Gestion du Risque, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en place du programme régional d'inspection et de contrôle, d'audit et d'évaluation, à la maîtrise des risques liés aux soins, à l'évaluation des politiques de santé, au suivi et au pilotage des contrats de retour à l'équilibre financier des établissements de santé et médico-sociaux, à l'appui à la performance des établissements et services de santé et médico-sociaux, aux vigilances et sécurités sanitaires des produits de santé, à la gestion des systèmes d'information de « santé », aux programmes de gestion du risque assurantiel, aux programmes d'investissement des établissements de santé et médico-sociaux.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la performance et de la gestion du risque assurantiel.

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la Performance et de la Gestion du Risque assurantiel, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame le Docteur Christel Pierrat, chef de service « Produits de santé et Biologie », en matière d'expertise générale sur les domaines ayant trait aux produits de santé et à la biologie, à l'inspection et contrôle dans le domaine pharmaceutique et biologique, à l'analyse des données en matière de dépenses des produits de santé.
- Madame le Docteur Helene Dallaire, chef du service « Qualité, Sécurité des soins et Coordination des vigilances », en matière de gestion des risques et relations avec la Haute Autorité de Santé (HAS).
- Monsieur Jean-Louis Fuchs, chef de projet « Systèmes d'Information de Santé » sur son champ de compétences.
- Madame Sabine Griselle-Schmitt, chef du service « Inspection-Contrôle », en matière d'inspection-contrôle du système de santé.
- Monsieur Raphael Becker, chef du service « Efficience du système de santé », en matière d'efficience des établissements et services de santé et médico-sociaux et en matière de suivi et analyse des programmes d'investissement.
- Monsieur Patrick Marx, directeur de projet gestion du risque assurantiel, sur son champ de compétences.

A Monsieur Serge Morais ; chef du département de l'Accès à la santé, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la formation et métiers de la santé, à la démographie, la gestion et le suivi des professionnels de santé ; à la permanence des soins ambulatoires et à l'aide médicale urgente ; à l'accès à la santé pour les populations carcérales et précaires.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents du département de l'Accès à la santé.

En cas d'absence ou d'empêchement du chef du département de l'Accès à la santé, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame Patricia de Bernardi, adjointe au chef de département de l'Accès à la Santé, sur le champ de compétences du département.

A Madame Martine Artz ; Directrice de la Promotion de la Santé, de la Protection Sanitaire et Environnementale (DPSPSE) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la prévention des risques en santé environnementale et des milieux, à la prévention des risques de santé, à la veille, surveillance épidémiologique et gestion des signaux sanitaires, à la sécurité sanitaire et à la gestion des crises sanitaires, à la promotion et éducation à la santé.

- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la direction de la promotion de la santé, de la protection sanitaire et environnementale.

En cas d'absence ou d'empêchement de la Directrice de la Promotion de la Santé, de la Protection Sanitaire et Environnementale, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Monsieur Christian Mannschott, adjoint à la Directrice de la Promotion de la Santé, de la Protection Sanitaire et Environnementale ; en matière de prévention et gestion des crises sanitaires et en matière de santé environnementale.

- Madame Annick Dieterling, chef du département « Promotion, Prévention et Education à la Santé » en matière de développement et suivi des politiques de prévention.

- Madame Christine Meffre, responsable de la Cellule Interrégionale d'Epidémiologie (CIRE) pour ce qui concerne toutes mesures relatives au fonctionnement du service de la CIRE et des ordres de mission permanents et spécifiques.

A Monsieur Jean-Pierre Peron ; Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAT) ; pour :

- Les décisions et correspondances relatives à l'organisation de l'Offre de Santé et de l'Autonomie, au renouvellement et à la gestion des autorisations et à l'allocation budgétaire et de tarification dans les domaines sanitaire, médico-social et ambulatoire, à la gestion des réseaux de santé, les liens avec le Centre National de Gestion, la gouvernance des établissements de santé, les relations sociales avec les professionnels de santé, la contractualisation avec les offreurs de Santé.

- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la Direction de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAT).

En cas d'absence ou d'empêchement du Directeur de la DOSAAT, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions ou correspondances relatives à l'organisation et au fonctionnement des services à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Monsieur le Docteur Patrick Morvan, chef de département « Ambulatoire et réseaux », en matière d'organisation et d'allocations de ressources de l'offre de Santé dans le champ ambulatoire et dans les réseaux de santé.

- Madame Stéphanie Geyer, chef de département des « Etablissements de santé », en matière d'organisation des autorisations et d'allocations budgétaires dans les établissements de santé, en matière de gestion des médecins hospitaliers et des personnels de direction en lien avec le Centre National de Gestion, en matière de gouvernance des établissements de santé.

- Monsieur Philippe Krin, chef de département « Médico-social », en matière d'organisation des autorisations, d'allocations budgétaires, de tarification dans les établissements médico-sociaux et en matière de gestion des personnels de direction en lien avec le Centre national de gestion.

Délégation de signature est donnée à Monsieur Jean-Pierre Peron, Directeur de l'Offre de Santé, de l'Autonomie et de l'Animation Territoriale (DOSAAT) pour les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'offre de santé et de l'autonomie s'exerçant dans les départements de la Meuse, de la Meurthe et Moselle, des Vosges et de la Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à l'Offre de Santé et de l'Autonomie :

- Monsieur Philippe Romac dans le département de Meurthe et Moselle hormis, en ce qui concerne l'offre de santé, les territoires de Brie et Longwy.

- Monsieur Michel Mulic dans le département des Vosges.

- Madame Chantal Kirsch dans le département de la Moselle et pour ce qui concerne l'offre de santé pour les territoires de Brie et Longwy.

- Madame le Docteur Eliane Piquet dans le département de la Meuse.

A Monsieur Michel Mulic, délégué territorial du département des Vosges, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le domaine médico-social délégation est donnée :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre du CROSMS ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.

Dans le domaine des établissements de santé délégation est donnée :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés (la liste est en cours de réalisation) ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations déposés dans le cadre du CROS ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour les arrêtés de tarification d'activité ;

- pour les notifications de dotation.

Dans les deux domaines délégation est donnée :

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.

- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale des Vosges ;

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial des Vosges, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département des Vosges, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Monsieur David Simonetti, chef du service support, sur son champ de compétences.

- Madame Valérie Bigheno, Animatrice territoriale sur son champ de compétence

- Madame Cécile Brouillard, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale, sur son champ de compétences.

A Madame Chantal Kirsch, déléguée territoriale du département de Moselle, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le domaine médico-social délégation est donnée :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre du CROSMS ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;

- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;

- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.

Dans le domaine des établissements de santé délégation est donnée :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés (la liste est en cours de réalisation) ;

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations déposés dans le cadre du CROS ;

- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.

Dans les deux domaines délégation est donnée :

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Moselle.

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Moselle, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame Claire Koenig, chef du service support, sur son champ de compétences.
- M. Paul Charles AUBERT, animateur territorial, sur son champ de compétences
- Madame Hélène Robert, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale, sur son champ de compétences.

A Madame le Docteur Eliane Piquet, déléguée territoriale du département de la Meuse, pour :

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le domaine médico-social délégation est donnée :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre du CROSMS ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.

Dans le domaine des établissements de santé délégation est donnée :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés (la liste est en cours de réalisation) ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations déposés dans le cadre du CROS ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.

Dans les deux domaines délégation est donnée :

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meuse ;

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de la Meuse, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'agence régionale de santé et s'exerçant dans le département de Meuse, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Madame Maryvonne Egler, chef du service support, sur son champ de compétences.
- Madame Jocelyne Contignon, animateur territorial dans son champ de compétence
- Madame Céline Prins, chef du service de veille sécurité sanitaire et environnementale, sur son champ de compétences.

A Monsieur Philippe Romac, délégué territorial de Meurthe et Moselle pour

- Les décisions et correspondances relatives à la mise en œuvre et au suivi des missions relatives à la prévention et à la gestion des risques et des alertes sanitaires.

Dans le domaine médico-social délégation est donnée :

- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations déposés dans le cadre du CROSMS ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour tous courriers relatifs aux procédures budgétaires et comptables ;
- pour toute notification budgétaire et arrêté de tarification.

Dans le domaine des établissements de santé délégation est donnée :

- pour l'approbation des EPRD à l'exception des établissements signalés (la liste est en cours de réalisation) ;
- pour l'enregistrement et l'instruction des dossiers d'autorisations et des labellisations déposés dans le cadre du CROS ;
- pour le renouvellement d'autorisation ;
- pour les arrêtés de tarification d'activité ;
- pour les notifications de dotation.

Dans les deux domaines délégation est donnée :

- pour l'exécution du contrôle de légalité des délibérations des conseils d'administration des établissements publics.
- Les ordres de mission permanents et spécifiques ainsi que les états de frais de déplacement présentés par les agents de la délégation territoriale de Meurthe et Moselle ;

En cas d'absence ou d'empêchement du délégué territorial de Meurthe et Moselle, délégation de signature est donnée aux personnes désignées ci-après, à l'effet de signer toutes décisions et correspondances pour l'exercice des missions dévolues à l'Agence Régionale de Santé et s'exerçant dans le département de la Meurthe Moselle, à l'exception des matières visées à l'article 4 du présent arrêté :

- Dr Odile De Jong, animateur territorial sur son champ de compétence,
- Madame Martine Ricard, animateur territorial, sur son champ de compétences
- Madame Stéphanie Moniot, Responsable de l'unité santé - environnementale, sur son champ de compétences.

Aux médecins exerçant au sein des délégations territoriales à effet de signer la transmission de toutes pièces et dossier à caractère médical et à tous documents relatifs à la validation des coupes PATHOS et des GMP.

A Madame le Docteur Brigitte LACROIX, chef de service régiono-zonal à l'effet de signer tout document quant au fonctionnement du service et aux ordres de missions.

Article 4 : Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la gouvernance et à la stratégie de l'ARS :

- la composition, l'organisation et le fonctionnement du conseil de surveillance ;
- la constitution de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie, des commissions de coordination prévues à l'article L. 1432-1 du code de la santé publique et des conférences de Territoires ;
- l'arrêté du Projet Régional de Santé mentionné à l'article L. 1434-1 du code de la santé publique ;
- l'arrêté portant schéma interrégional d'organisation sanitaire.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à l'organisation de l'offre de santé :

- la délivrance d'autorisations sanitaires ou médico-sociales autres que les renouvellements d'activités existantes, la création d'établissements sanitaires ou médico-sociaux
- les suspensions et retraits d'autorisations sanitaires et médico-sociales ;
- le placement des établissements publics de santé et établissements médico-sociaux sous administration provisoire ;
- la mise en œuvre des dispositions de l'article L. 6122-15 du code de la santé publique relatives au redéploiement d'activités entre deux ou plusieurs établissements publics de santé (convention de coopération, groupement de coopération sanitaire, fusion).

- la suspension d'exercice de professionnels de santé ;
 - les matières relatives aux autorisations dans les domaines pharmaceutiques et biologiques
 - les suspensions et retraits d'autorisations pour les officines de pharmacie et les laboratoires d'analyses.
 Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives à la veille et la sécurité sanitaires :

- la signature des protocoles départementaux relatifs aux prestations réalisées pour le compte du Préfet.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux Ressources Humaines et Affaires Internes:

- les marchés et contrats supérieurs à 20 000 euros hors taxes ;
- les marchés de travaux et les baux ;
- la signature du protocole pré-électoral en vue de la constitution des instances représentatives du personnel de l'ARS.
- les décisions relatives aux promotions professionnelles individuelles ;
- les décisions d'attribution de primes et de points de compétences ;
- les signatures et ruptures de contrats à durée indéterminée ;
- le cadre d'organisation du travail au sein de l'Agence.

Sont exclues de la présente délégation, pour tout acte et décision créateurs de droit, les matières suivantes relatives aux missions d'inspection et contrôle :

- la désignation, parmi les personnels de l'Agence respectant des conditions d'aptitude technique et juridique définies par décret en Conseil d'Etat, des inspecteurs et des contrôleurs pour remplir, au même titre que les agents mentionnés à l'article L. 1421-1 du CSP, les missions prévues à cet article.

- les lettres de mission relatives aux inspections.

Sont exclues de la présente délégation, quelque soit la matière concernée, hors gestion courante :

- les correspondances aux Ministres, cabinets ministériels, aux Directeurs de l'administration centrale, au Conseil National de Pilotage des ARS et à son secrétariat exécutif, aux Caisses Nationales d'Assurance Maladie ;
- les correspondances aux Préfets ;
- les correspondances particulières aux parlementaires, au Président du Conseil Régional et aux Présidents des Conseils Généraux.
- les correspondances entrant dans un cadre contentieux engageant la responsabilité de l'Agence ;
- les actes de saisine de la Chambre Régionale des Comptes et échanges avec celle-ci.

Article 5 : En cas d'absence concomitante des personnes ayant reçues délégations de signatures, la signature revient au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé.

Article 6 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy le 23 juin 2010

Le Directeur Général de
 l'Agence Régionale de Santé de Lorraine
 Dr Jean Yves GRALL

Direction de l'offre de santé, de l'autonomie et de l'animation territoriale

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 99/2010 du 25 juin 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy - N° FINESS : 54 0 000478

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Clinique Louis PASTEUR à Essey-lès-Nancy à 75 200 €, à titre reconductible.

Elle comprend :

- 20 100 € au titre du Plan Cancer (financement du Dispositif d'Annonce : 0.5 poste d'IDE) ;
- 20 100 € au titre du Plan Addictologie (ouverture Consultation Externe : financement de 0.5 poste d'IDE) ;
- 35 000 € : autorisations temporaires d'utilisation

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2010, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Janvier 2010 à décembre 2010	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	6 267 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 25 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
 Et par délégation,
 Le Délégué territorial
 Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 100/2010 du 25 juin 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique de Gentilly et Saint Don à Nancy - N° FINESS : 54 0 000486

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique de Gentilly à Nancy à 261 000 €, dont :

261 000 € en MIG reconductibles

- au titre du Plan Cancer :

organisation de Réunions de Concertation Pluridisciplinaire :
 dispositif d'annonce :

67 000 €

60 000 €

- prise en charge de la douleur chronique rebelle : 54 000€
- autorisations temporaires d'utilisation : 80 000€

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2010, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Janvier 2010 à décembre 2010	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	21 750 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle Nancy, le 25 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

Extrait de l'arrêté ARS/DT 54 n° 101/2010 du 25 juin 2010 portant fixation de la dotation annuelle de financement relative aux missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation pour l'exercice 2010 - Polyclinique MAJORELLE à Nancy - N° FINESS : 54 0 013224

Le directeur général de l'agence régionale de santé de Lorraine,

AR R E T E

Article 1^{er} : Le montant de la dotation de financement des missions d'intérêt général et d'aide à la contractualisation mentionnée à l'article L.162-22-14 du code de la sécurité sociale est fixé pour la Polyclinique MAJORELLE à Nancy à 40 200 €, à titre reconductible.

Elle comprend :

- 20 100 €, dans le Plan Cancer, au titre du financement du Dispositif d'Annonce (0.5 ETP d'IDE) ;
- 20 100 €, dans le Plan Addictologie, au titre du financement de la mise en place de Consultations Tabacologie (0.5 ETP d'IDE) ;

Article 2 : Le versement de la dotation s'effectue sur une période s'étalant du 1^{er} janvier 2010 au 31 décembre 2010. Ainsi, compte tenu de la date d'effet au 1^{er} janvier 2010, le montant du versement mensuel s'établit de la manière suivante :

Janvier 2010 à décembre 2010	Montant mensuel de la dotation MIGAC à verser
12 mois	3 350 euros

Article 3 : Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au secrétariat du tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale (immeuble "Les Thiers" 4 rue Piroux -C.O. 071 54036 NANCY CEDEX), dans un délai d'un mois qui court à compter de la date de publication de la décision attaquée ou à l'égard des personnes et organismes auxquels elle est notifiée à compter de la date de notification conformément aux dispositions des articles L.351-1 à L.351-8 du code de l'action sociale et des familles.

Article 4 : Le Délégué territorial est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de l'établissement de santé susvisé ainsi qu'aux organismes de sécurité sociale et inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle

Nancy, le 25 juin 2010

Pour le directeur de l'agence régionale de santé
Et par délégation,
Le Délégué territorial
Philippe ROMAC

**DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE,
DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 accordant à la Sté SO CO PE PRODUCTIONS GUYOT l'utilisation de l'appellation S.C.O.P.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : La société SO CO PE PRODUCTIONS GUYOT demanderesse visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, La Sous-Préfète chargée de mission, le Directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-Et-Moselle, la Directrice Départementale de la protection des populations de Meurthe-Et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 16 juin 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Extrait de l'arrêté du 16 juin 2010 accordant à la Sté Nouvelle Gautier MOULRON l'utilisation de l'appellation S.C.O.P.

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1 : La Société Nouvelle Gautier MOULRON demanderesse visée ci-dessus est habilitée à prendre l'appellation de Société Coopérative Ouvrière de Production ou de Société Coopérative de Travailleurs ou à utiliser cette appellation ou les initiales « S.C.O.P » ainsi qu'à prétendre au bénéfice des dispositions prévues par les textes législatifs ou réglementaires relatifs aux Sociétés Coopératives Ouvrières de Production.

Article 2 : Cette même société pourra, en application des dispositions des articles 61 et 260 du code des marchés publics, prétendre au bénéfice des avantages prévus, d'une part, par les articles 62, 63, et 143 de ce code et, d'autre part, par les articles 261, 262 et 263 dudit code.

Article 3 : Elle pourra également bénéficier des dispositions :

- 1) de l'article 38 de la loi du 13 juillet 1928 établissant un programme de construction d'habitations à bon marché et de logements ;
- 2) des articles 18, 19, 20, 21, 76 et 90 de l'arrêté du 6 décembre 1967 portant règlement des marchés passés par les organismes de sécurité sociale du régime général.

Article 4 : L'habilitation accordée en vertu du présent arrêté à la société sus nommée est valable, sous réserve des dispositions des articles 2 et 4 du décret n° 93-1231 du 10 novembre 1993 relatif à la reconnaissance de la qualité de Société Coopérative Ouvrière de Production, à compter de la date d'inscription en tant que Société Coopérative Ouvrière de Production au registre du commerce, et jusqu'à radiation prononcée dans les conditions prévues par les articles 6 et 7 du même texte.

Article 5 : Le Secrétaire Général de la Préfecture, La Sous-Préfète chargée de mission, le Directeur régional adjoint de la DIRECCTE Lorraine, responsable de l'unité territoriale de Meurthe-Et-Moselle, la Directrice Départementale de la protection des populations de Meurthe-Et-Moselle, sont chargés chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont ampliation sera adressée à la société demanderesse.

Nancy, le 16 juin 2010

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le Secrétaire Général
François MALHANCHE

Voies de recours : les présents arrêtés peuvent faire l'objet dans les deux mois de leur notification d'un recours hiérarchique devant Monsieur le Ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement (127 rue de Grenelle – 75007 PARIS), et dans le même délai, d'un recours contentieux devant le tribunal administratif (5 place Carrière – 54000 NANCY).

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

Service transports, sécurité

Extrait de l'arrêté N°2010/DDT/TS/014 du 8 juin 2010 constatant l'extension du périmètre des transports urbains de la communauté de communes du Lunévillois

Le préfet de Meurthe-et-Moselle

AR R E T E

Article 1: Il est constaté l'intégration des communes de LARONXE et SAINT-CLEMENT au périmètre des Transports Urbains de la communauté de communes du Lunévillois;

Article 2 : Le périmètre de transports urbains de la communauté de communes du Lunévillois comprend les communes de : BENAMENIL, CHANTEHEUX, CROISMARE, HERIMENIL, JOLIVET, LANEUVEVILLE-AUX-BOIS, LUNEVILLE, MANONVILLER, MARAINVILLER, MONCEL-LES-LUNEVILLE, THIEBAUMENIL, VITRIMONT, LARONXE, SAINT-CLEMENT.

Article 3 : Monsieur le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, Monsieur le sous-préfet de Lunéville et Monsieur le président de la communauté de communes du Lunévillois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- M. le président du Conseil général de Meurthe-et-Moselle
- Mmes et MM. les maires des communes citées à l'article 1er
- M. le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle

En outre, le présent arrêté sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 8 juin 2010

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
François MALHANCHE

Service aménagement durable, urbanisme et risques

Extrait de l'arrêté du 18 juin 2010 portant approbation du plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de JEANDELIZE

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPR) inondation sur le territoire de la commune de JEANDELIZE tel qu'il est annexé au présent arrêté est approuvé.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans un journal ci-dessous désigné :

Le Républicain Lorrain

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché à la mairie de JEANDELIZE pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public à la mairie de JEANDELIZE, à la direction départementale de l'équipement et de l'agriculture et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune susvisée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 18 juin 2010

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général
François MALHANCHE

Service agriculture, forêt, chasse

Extrait de l'arrêté n° 241/2010 du 28 juin 2010 fixant la liste des animaux nuisibles pour la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

CONSIDÉRANT que toutes les espèces retenues sont présentes de manière significative en Meurthe-et-Moselle et qu'elles sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts protégés visés à l'article R 427-7 du code de l'environnement pour l'un ou pour plusieurs motifs listés ;
 CONSIDÉRANT que l'étude de méthodes alternatives de régulation pour les animaux listés ci après n'a pas permis de trouver des mesures efficaces et satisfaisantes susceptibles de prévenir les dommages importants causés notamment aux activités agricoles ;
 CONSIDÉRANT qu'il est indispensable de déroger à la date du 31 mars fixée par l'article R 427-21 du code de l'environnement, compte tenu des particularités de la situation locale au regard des intérêts mentionnés à ce même article ;
 CONSIDÉRANT que la dérogation ne nuit pas au maintien dans un état de conservation favorable des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle ;

AR R E T E

Article 1^{er} - La liste des espèces d'animaux classés nuisibles dans le département de Meurthe-et-Moselle pour la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 est fixée comme suit :

espèces	motivations	conditions particulières
1 – animaux classés nuisibles dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques		
renard	Lutte contre la rage (prévention d'une réinfection en provenance de pays limitrophes) et l'échinococcose alvéolaire	
fouine	Déjections à l'intérieur des habitations et nuisances olfactives	
ragondin – rat musqué	Possibilité de transmission de maladies (leptospirose ...)	
corbeau freux	Nuisances sonores et déjections à proximité de corbetières	
étourneau sansonnet	Problème sanitaire sur ensilage maïs en temps de neige	
espèces	motivations	conditions particulières
2 – animaux classés nuisibles pour prévenir des dommages importants aux activités agricoles, forestières ou aquacoles		
renard	Dégâts sur petits élevages – Prédation des agneaux dans les parcs	
fouine	Dégâts sur petits élevages	
ragondin - rat musqué	Dégradation des rives et des digues	
sanglier	Dégâts aux cultures	
corbeau freux	Dégâts dans les cultures (semis...)	
corneille noire		
pie bavarde	Dégâts sur fruits et élevages familiaux	
étourneau sansonnet	Dégâts sur tournesol, arbres fruitiers et ensilages	
3 – animaux classés nuisibles pour la protection de la flore et de la faune		
chien viverrin	Présence signalée dans le Département en 1999.	
vison d'amérique	Présence signalée en 2002. Visions échappés d'un élevage.	
ragondin - rat musqué	Espèces introduites	
raton-laveur	Présence indésirable	
étourneau sansonnet	Compétition avec les autres espèces cavernicoles plus petites pour les lieux de nidification	

Article 2 - Les propriétaires, possesseurs ou fermiers peuvent déléguer leurs droits de destruction dans les conditions fixées par l'article R* 427-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Les destructions doivent s'effectuer selon les modalités définies par :

- les articles R* 427-9 à R* 427-24 du code de l'environnement ;
- l'arrêté ministériel du 29 janvier 2007 modifié relatif aux conditions du piégeage ;

Article 4 - le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle, délégué départemental de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale de chasseurs,
 - membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.
- Nancy, le 28 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
 Pour le secrétaire général absent,
 La sous préfète chargée de mission,
 Juliette TRIGNAT

Extrait de l'arrêté n° 242/2010 du 28 juin 2010 fixant les modalités de destruction à tir des animaux nuisibles pour la période allant du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011 dans le département de Meurthe-et-Moselle

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

AR R E T E

Article 1^{er} - La destruction à tir des animaux classés nuisibles en application des articles R* 427-18 et suivants du code de l'environnement peut s'effectuer pendant le temps, dans les lieux et selon les formalités ci-après :

Espèces : fouine

Période autorisée : néant

Espèces : ragondin - rat musqué

Période autorisée : du 1^{er} mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces : renard - chien viverrin - vison d'Amérique - raton-laveur

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars.

Formalités : autorisation préfectorale

Espèce : sanglier

Période autorisée : du 1er mars au 31 mars

Formalités : autorisation préfectorale

Espèces: corbeau freux - corneille noire - pie bavarde

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures et aux abords des nids pour le tir des jeunes

Conditions - Formalités : * autorisation préfectorale

* tir à poste fixe uniquement

* tir dans les nids interdit

* utilisation du grand duc artificiel autorisé

Espèce : étourneau sansonnet

Période autorisée : du 1er avril au 10 juin

Lieu : dans les cultures

Conditions - formalités : * sur autorisation préfectorale

* tir à poste fixe uniquement

Article 3 - Les demandes d'autorisation doivent être formulées selon le modèle ci-joint. En cas de délégation du droit de destruction une copie de la délégation doit être jointe à la demande.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets, mesdames et messieurs les maires, le directeur départemental des territoires, le directeur de l'agence de Meurthe-et-Moselle de l'office national des forêts, les lieutenants de louveterie, le colonel, commandant le groupement de gendarmerie, ainsi que toute personne habilitée à constater les infractions au titre de la police de la chasse et de la destruction des nuisibles, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs, affiché en mairies et dont une ampliation sera adressée aux :

- président de la fédération départementale des chasseurs,

- membres de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage.

Nancy, le 28 juin 2010

Pour le Préfet et par délégation,
Pour le secrétaire général absent,
La sous préfète chargée de mission,
Juliette TRIGNAT

**DEMANDE D'AUTORISATION
DE DESTRUCTION A TIR D'ANIMAUX NUISIBLES
PERIODE ALLANT du 1^{er} juillet 2010 au 30 juin 2011**

Je soussigné (1).....
demeurant à

agissant en qualité de : (2)

☐ Propriétaire ou possesseur

☐ Délégué du propriétaire (joindre une copie de la délégation écrite)

☐ Fermier

☐ Délégué du fermier (joindre une copie de la délégation écrite)

sur ha dont ha de bois, situés sur la ou les communes (préciser les lieux dits)

sollicite l'autorisation de détruire à tir dans les conditions suivantes : (3)

ESPECES	PERIODE	LIEUX DE DESTRUCTION	CULTURES MENACEES (préciser la superficie)
.....
.....
.....

Je demande l'autorisation de m'adjoindre pour ces destructions tireurs (4) dont les nom, prénom et domicile sont :

M.....

M.....

Je m'engage à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs, pour le 15 JUIN 2011 au plus tard, un compte-rendu (même négatif) des destructions réalisées.

A le

(Signature)

(1) nom, prénom, profession

(2) cocher la qualité correspondante

(3) à remplir pour chaque espèce

(4) 2 maximum, sauf pour le sanglier

ATTESTATION DU MAIRE DE LA COMMUNE

Le Maire de la Commune de atteste la qualité du demandeur.

A le
(Signature et cachet de la Mairie)

**Déclaration à adresser à la Fédération Départementale des Chasseurs de Meurthe-et-Moselle
ZA Atton sud – Rue Pierre Adt – 54700 ATTON**

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE

Arrêté du 23 juin 2010 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale

Le directeur départemental de la cohésion sociale,

VU

- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements et notamment l'article 38 4° ;
- le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;
- la circulaire N°00159 du ministère de l'intérieur, de l'outre mer et des collectivités territoriales en date du 5 mars 2008 relative à la modification du régime de la délégation de signature des préfets ;
- l'arrêté du Premier Ministre du 1^{er} janvier 2010 portant nomination dans les directions départementales interministérielles et nommant M. Daniel BOUFFIER dans les fonctions de directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
- l'arrêté du Premier Ministre du 30 avril 2010 nommant M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;
- l'arrêté préfectoral N° 10.BI.11 en date du 10 février 2010 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté ;
- l'arrêté du 1^{er} mars 2010 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle ;

A R R E T E

Article 1 : l'arrêté susvisé du 1^{er} mars 2010, portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, est abrogé ;

Article 2 : En application des dispositions combinées des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.11 en date du 10 février 2010 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement, exercée par M. Pierre-Yves BOIFFIN, directeur départemental adjoint de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, à l'effet de signer, les arrêtés, décisions, contrats et conventions intervenant dans les domaines suivants :

I. Gestion des personnels titulaires, stagiaires et contractuels de catégories A, B et C

- Disponibilité accordée en vertu des dispositions des articles 43 et 47 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985
 - Octroi des congés suivants :
 - congés annuels
 - congés de maladie
 - congés de longue durée, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur,
 - congés de longue maladie, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur
 - congés pour maternité, paternité ou adoption
 - congés parentaux
 - congés de formation professionnelle
 - congés exceptionnels
 - congés pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs
 - congés sans traitement prévus aux articles 18,19 et 20 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics
 - Octroi d'autorisations :
 - autorisations spéciales d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse
 - octroi et renouvellement d'autorisations de travail à temps partiel
 - octroi d'autorisations de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur
 - Détachement, lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel
 - Mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire
 - Imputabilité des accidents de travail au service
 - Etablissement des cartes d'identité des fonctionnaires
 - Cessation progressive d'activité.
- II. Fonctionnement de la DDCCS
- Arrêté fixant la composition nominative du Comité Technique Paritaire de la DDCCS
 - Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCCS
 - Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCCS.
- III. Comité Médical et Commissions de réforme
- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental
 - Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat
 - Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat
 - Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat.
- IV. Etablissements et services sociaux
- Documents de procédure budgétaire, arrêtés de tarification et approbation des budgets, de leurs annexes et des décisions modificatives des établissements et services sociaux, publics et privés

- Approbation des décisions suivantes des établissements et services sociaux dont la tarification relève de la compétence de l'Etat lorsque leur financement est assuré grâce à une participation directe ou indirecte de l'Etat
 - les emprunts dont la durée est supérieure à un an
 - les programmes d'investissement et leur plan de financement
 - la variation du tableau des effectifs de personnel
 - les prévisions annuelles de dépenses et de recettes d'exploitation et leurs révisions, imputables, au sein de l'établissement ou du service, à chacune des prestations prises en charge par l'Etat
 - l'acceptation des dons et legs

- Vérification et accusé de réception des dossiers de demande de création, de transformation et d'extension des établissements et services sociaux présentés par des personnes physiques ou par des personnes morales de droit public et privé
- Conventions et fonctionnement des établissements et services à caractère social financés par l'Etat
- Elaboration des conventions pluriannuelles d'objectifs et de moyens
- Instruction des demandes de création de groupement de coopération sociale et médico-sociale.

V. Accueil, hébergement et insertion

- Conventions relatives à l'allocation de logement temporaire.

VI. Accès et maintien dans le logement

- Mise en œuvre des décisions prises par la commission de médiation en matière de droit au logement opposable
- Notifications des décisions du comité restreint du fonds départemental d'aide aux accédants à la propriété en difficulté
- Signature de tous les actes et décisions afférant à la présidence de la Commission Départementale des Aides Publiques au Logement (CDAPL) :

- Procès-verbal des délibérations
- Notification des décisions de maintien et de suspension d'APL (secteurs locatifs et accessions)
- Notification des décisions prises par la CDAPL en matière de contestation, de remises de dettes et de levées de prescription
- Documents relatifs au secrétariat de la commission de conciliation des rapports locatifs
- Pour l'arrondissement chel lieu : suivi et coordination de toutes les étapes de la procédure d'expulsion locative, concertation avec les bailleurs, instruction des demandes de concours de la force publique

VII. Accueil et intégration des étrangers

- Conventions pluriannuelles d'objectifs Etat / CADA
- Suivi des politiques publiques d'accueil et d'intégration.

VIII. Protection des personnes vulnérables et accès aux droits

- Secrétariat des conseils de famille
- Autorisations d'emploi et agrément dans le cadre de la protection des enfants du spectacle
- Suivi du financement et contrôle de la qualité des prestations des opérateurs en matière de protection juridique des majeurs
- Décisions relatives aux demandes d'aide sociale des personnes sans résidence stable et dépourvues de domicile de secours
- Décisions d'attribution et de suspension de l'allocation différentielle aux personnes handicapées
- Secrétariat de la Commission Départementale de l'Aide Sociale
 - Fixation de l'ordre du jour
 - Convocations
 - Notifications des décisions
- Notifications des jugements de la Commission Centrale d'Aide Sociale.

IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle
- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

X. Egalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration
- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté
- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés
- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés
- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale
 - Gestion et évaluation du dispositif adultes relais
 - Gestion du REAAP
 - Médiation familiale et conseil familial.

XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement
- Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement
- Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur)
- Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs.

XII. Politique sportive

- Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1^{er} alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.

XIII. Droits des femmes et égalité

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

XIV. Vie associative

- Toutes décisions et correspondances se rapportant à ce domaine de compétence.

Article 3 : En application des dispositions combinées des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.11 en date du 10 février 2010 accordant délégation de signature à Monsieur Daniel BOUFFIER, directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle, la délégation qui lui est conférée est, en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. Daniel BOUFFIER et de M. Pierre-Yves BOIFFIN, exercée dans les conditions ci-après définies :

- Monsieur Christophe REB, attaché de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur

- I. Gestion des personnels titulaires, stagiaires et contractuels de catégories A, B et C

- Octroi des congés suivants :

- congés annuels
- congés de maladie
- congés de longue durée, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur,
- congés de longue maladie, à l'exception de ceux qui nécessitent l'avis du comité médical supérieur
- congés pour maternité, paternité ou adoption
- Imputabilité des accidents de travail au service

- Etablissement des cartes d'identité des fonctionnaires

II. Fonctionnement de la DDCCS

- Tous actes se rapportant au fonctionnement quotidien de la DDCCS

III. Comité Médical et Commissions de réforme

- Présidence des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État

- Tous courriers relatifs à l'instruction des dossiers, aux avis s'y rapportant et à l'organisation des réunions des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État.

- **Monsieur Yann NEGRO, attaché principal de Préfecture**

IX. Politique de la ville

- Animation et coordination de la politique de la ville sur l'ensemble du département de Meurthe-et-Moselle

- Suivi du Contrat Urbain de Cohésion Sociale de l'agglomération de Nancy.

X. Egalité des chances et territoires fragiles

- Suivi de la mise en œuvre du plan de cohésion sociale et des mesures visant à promouvoir l'égalité des chances, la citoyenneté et l'intégration

- Suivi administratif de la commission départementale pour la promotion de l'égalité des chances et la citoyenneté

- Arrêtés d'octroi de bourses scolaires aux enfants rapatriés

- Arrêtés d'octroi de l'aide spécifique aux conjoints survivants et de l'allocation de reconnaissance aux rapatriés

- Animation du dispositif de soutien à la parentalité et de médiation sociale

- Gestion et évaluation du dispositif adultes relais

- Gestion du REAAP

- Médiation familiale et conseil familial.

- **Monsieur Olivier FERRE, inspecteur de la jeunesse et des sports**

XI. Politique de jeunesse et d'éducation populaire

- Décisions d'opposition ou de non opposition à l'ouverture d'accueils collectifs de mineurs avec ou sans hébergement

- Décisions concernant les dérogations relatives aux conditions de qualification du personnel d'encadrement des séjours en centres de vacances et en centres de loisirs sans hébergement

- Décisions autorisant du personnel titulaire du brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique, à surveiller un établissement de baignade d'accès payant, lorsque l'exploitant de l'établissement concerné a préalablement démontré qu'il n'a pu recruter du personnel portant le titre de M.N.S. (maître nageur sauveteur)

- Mesures de suspension d'urgence prises à l'encontre des personnels d'encadrement des accueils collectifs de mineurs.

XII. Politique sportive

- Délivrance du récépissé de déclaration aux personnes désirant exercer l'une des fonctions énoncées au 1^{er} alinéa de l'article 43 de la loi du 16 juillet 1984 précitée et délivrance de la carte professionnelle correspondante.

- **Madame ZAHRA ANSEUR, chargée de mission départementale aux droits des femmes et à l'égalité**

XIII. Droits des femmes et égalité

- Correspondances administratives courantes n'entraînant et ne comportant ni décision ni instruction

- Correspondances nécessaires à l'instruction des demandes de renseignements des particuliers

- **Monsieur Bertrand JACQUOT, délégué départemental à la vie associative**

XIV. Vie associative

- Réponses aux demandes d'information sur le fonctionnement des associations.

Article 4 : Demeurent réservés à la signature du directeur départemental, ou du directeur départemental adjoint de la cohésion sociale, les documents suivants :

- Disponibilité accordée en vertu des dispositions des articles 43 et 47 du décret n° 85-986 du 16 septembre 1985

- Octroi des congés suivants :

- congés parentaux

- congés de formation professionnelle

- congés exceptionnels

- congés pour participer aux activités des associations de jeunesse et d'éducation populaire, des fédérations et des associations sportives et de plein air légalement constituées, destinées à favoriser la préparation, la formation ou le perfectionnement des cadres et animateurs

- congés sans traitement prévus aux articles 18,19 et 20 du décret n° 94-874 du 7 octobre 1994 fixant les dispositions communes applicables aux stagiaires de l'Etat et de ses établissements publics

- Octroi d'autorisations :

- autorisations spéciales d'absence pour la participation aux travaux des assemblées électives et des organismes professionnels, pour événements de famille et en cas de cohabitation avec une personne atteinte de maladie contagieuse

- octroi et renouvellement d'autorisations de travail à temps partiel

- octroi d'autorisations de travail à mi-temps pour raison thérapeutique, sauf dans les cas nécessitant l'avis du comité médical supérieur

- Détachement, lorsqu'il est de droit et qu'il ne nécessite pas un arrêté interministériel

- Mise en congé pour l'accomplissement d'une période d'instruction militaire

- Cessation progressive d'activité.

- Arrêté fixant la composition nominative du Comité Technique Paritaire de la DDCCS

- Décisions relatives à l'utilisation des crédits de fonctionnement de la DDCCS

- Fixation de la composition nominative du comité médical départemental

- Fixation de la composition nominative des commissions de réforme de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'État

Article 5 : Demeurent réservés à la signature du directeur départemental de la cohésion sociale, les documents suivants :

- Les requêtes et mémoires concernant le contentieux de la tarification sanitaire et sociale

- Les conventions relatives au financement du dispositif de veille sociale et d'hébergement d'urgence

- Les conventions relatives au financement du fonctionnement des maisons relais et des résidences d'accueil

- Les décisions relatives aux mesures d'aide sociale en matière d'hébergement et de réinsertion sociale

- Les décisions d'indemnisation des bailleurs pour défaut d'octroi du concours de la force publique en matière d'expulsion locative

- Les conventions relatives au financement de l'hébergement d'urgence des demandeurs d'asile

- L'exercice de la tutelle des pupilles de l'Etat

- Les décisions d'agrément des associations de jeunesse et d'éducation populaire

- Les décisions d'agrément des associations sportives

- Les refus d'ouverture et les décisions de fermeture des établissements d'activités physique ou sportives.

- Les mesures de fermeture provisoire ou définitive des accueils collectifs de mineurs

Article 6 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de Monsieur le préfet, les correspondances adressées :

1) à la présidence de la République et au Premier ministre,

2) aux ministres,

3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

4) au préfet de région et au président du conseil régional,

5) au président du conseil général,

6) au président de la communauté urbaine du grand Nancy,

Article 7 : Le directeur départemental de la cohésion sociale de Meurthe-et-Moselle et les bénéficiaires de la présente subdélégation de signature, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et dont copie sera adressée à Mme l'administrateur général des finances publiques.

Nancy, le 23 juin 2010

Le Directeur Départemental
de la cohésion Sociale
Daniel BOUFFIER

Service jeunesse, éducation populaire et sport

Extrait de l'arrêté du 11 mai 2010 portant désignation des membres du Conseil départemental de la jeunesse, des sports et de la vie

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er : La liste des membres du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 est arrêtée comme suit :

Président :

- le Préfet ou son représentant.

Collège des représentants des services de l'Etat :

- le directeur départemental de la Cohésion sociale ou son représentant.

- le directeur territorial de la Protection judiciaire de la Jeunesse ou son représentant.

- l'inspecteur d'académie ou son représentant

- deux fonctionnaires de la direction départementale de la Cohésion sociale, désignés par le directeur départemental de la Cohésion sociale

Collège des représentants des Collectivités Territoriales et de leurs groupements :

- Monsieur Jean-François GUILLAUME, Maire de Ville-en-Vermois

- Monsieur Jean-Claude PISSENE, Conseil général de Meurthe-et-Moselle

Collège des représentants assurant à l'échelon départemental la gestion des prestations familiales, sur proposition de ces organismes :

- Monsieur FAIQ Abder Rahim, Caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle

Collège des représentants de la jeunesse engagée :

- Monsieur Guillaume CLAUDEL, junior association Tourterelle à Fléville-devant-Nancy

- Monsieur Jean HINGRAY, syndicat étudiant UNI

- Mademoiselle Maïmouna NIANE, syndicat Force Ouvrière de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Quentin WOUTIER, junior association The crazy Mono à Nancy

- Monsieur Nicolas ZAEGEL, comité départemental de triathlon de Meurthe-et-Moselle

Collège des représentants des associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire agréés :

- Monsieur Claude COLIN, comité départemental union française des centres de vacances

- Madame Sylvie RIVOL, fédération des œuvres laïques de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Claude THOMAS, fédération des foyers ruraux de Meurthe-et-Moselle

Collège des représentants des associations familiales et des associations ou groupements de parents d'élèves :

- Monsieur Jean-Pierre VIDAL, Union départementale des associations familiales

- Madame THIMON Annick, Fédération des conseils de parents d'élèves

Collège des représentants des associations sportives désignées après avis du Comité Départemental Olympique Sportif :

- Monsieur Jean-Pierre ANDRE, comité départemental de football

- Monsieur Gilles CAHEN, comité départemental d'équitation

- Monsieur Louis JACQUOT, comité départemental olympique et sportif

Collège des représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs les plus représentatives au plan national intervenant dans les domaines définis au premier alinéa du I de l'article 29 du décret du 7 juin 2006 susvisé :

- Monsieur Patrick CHRIST, C.G.T.-Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture

- Monsieur François MARQUIS, Conseil social du mouvement sportif

- Monsieur Alain MEYER, Conseil national des employeurs associatifs

- Monsieur Denis PIQUET, Unsa sport

Article 2 : La liste des membres de la formation spécialisée dite « Commission d'agrément », prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 et présidée par le préfet ou son représentant, est arrêtée ainsi qu'il suit :

Collège des représentants des services de l'Etat :

- Le directeur départemental de la Cohésion sociale ou son représentant

- Un fonctionnaire de la direction départementale de la Cohésion sociale désigné par le directeur départemental de la Cohésion sociale

- L'inspecteur d'académie ou son représentant.

Collège des représentants des associations et mouvements de jeunesse et d'éducation populaire :

- Monsieur Claude COLIN, comité départemental union française des centres de vacances

- Madame Sylvie RIVOL, fédération des œuvres laïques de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Claude THOMAS, fédération des foyers ruraux de Meurthe-et-Moselle

Article 3 : La liste des membres de la formation spécialisée dite « Commission de sauvegarde », prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 et présidée par le préfet ou son représentant, est arrêtée ainsi qu'il suit :

Collège des représentants des services de l'Etat :

- Le directeur départemental de la Cohésion sociale ou son représentant,

- Un fonctionnaire de la direction départementale de la Cohésion sociale désigné par le directeur départemental de la Cohésion sociale

- L'inspecteur d'académie ou son représentant

- Le directeur territorial de la Protection Judiciaire de la Jeunesse ou son représentant

Collège des organismes assurant à l'échelon départemental la gestion de prestations familiales :

- Monsieur FAIQ Abder Rahim, Caisse d'allocations familiales de Meurthe-et-Moselle

Collège des représentants, des associations et mouvements de jeunesse ainsi que des associations sportives :

- Monsieur Gilles CAHEN, comité départemental d'équitation,

- Monsieur Claude COLIN, comité départemental union française des centres de vacances

- Monsieur Claude THOMAS, fédération des foyers ruraux de Meurthe-et-Moselle

- Monsieur Jean-Pierre ANDRE, comité départemental de football

Collège des représentants des organisations syndicales de salariés et d'employeurs :

- Monsieur Patrick CHRIST, C.G.T.-Fédération de l'éducation, de la recherche et de la culture
- Monsieur François MARQUIS, Conseil social du mouvement sportif
- Monsieur Alain MEYER, Conseil national des employeurs associatifs
- Monsieur Denis PIQUET, Unsa sport

Collège des représentants des associations familiales et des associations ou groupements de parents d'élèves :

- Monsieur Jean-Pierre VIDAL, Union départementale des associations familiales
- Madame THIMON Annick, Fédération des conseils de parents d'élèves

Article 4 : La liste des membres de la formation restreinte dite « Conseil de la Jeunesse », prévue à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2006 et présidée par le préfet ou son représentant est arrêtée ainsi qu'il suit :

- Monsieur Guillaume CLAUDEL, junior association Tourterelle à Fléville-devant-Nancy
- Monsieur Jean HINGRAY, syndicat étudiant UNI
- Mademoiselle Maïmouna NIANE, syndicat Force Ouvrière de Meurthe-et-Moselle
- Monsieur Quentin WOUTIER, junior association The crazy Mono à Nancy
- Monsieur Nicolas ZAEGEL, comité départemental de triathlon de Meurthe-et-Moselle

Article 5 : L'arrêté du 18 janvier 2007, portant désignation des membres du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative est abrogé.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres du Conseil Départemental de la Jeunesse, des Sports et de la Vie Associative et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 11 mai 2010

Le préfet,
Dominique BELLION

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE

Extrait de l'acte réglementaire du 21 juin 2010 relatif à un traitement de données à caractère personnel concernant le Système d'Information Décisionnel Maladie Santé – Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole

Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole,

DECIDE

Article 1^{er} : Il est créé au sein des organismes de Mutualité Sociale Agricole un traitement automatisé destiné, à partir des informations à caractère personnel transmises par les caisses de MSA, à constituer un système d'informations statistiques anonymisées pour :

- contribuer à un meilleur suivi de l'état de santé des populations couvertes par le régime agricole,
- contribuer à une meilleure gestion de l'assurance maladie par une participation renforcée à la maîtrise des dépenses de soins,
- contribuer au maintien et au développement de l'offre sanitaire sur les territoires ruraux,
- améliorer la qualité des services rendus en matière de prévention et de prise en charge des assurés du régime agricole,
- répondre à l'obligation légale et réglementaire de transmission d'informations aux organismes de tutelle et aux organismes publics en santé,
- permettre aux caisses de MSA (CMSA) et aux associations régionales de MSA, (AROMSA) de disposer des outils nécessaires à la mise en œuvre de ces finalités sur les territoires ruraux.

Article 2 : Les informations contenues dans le système d'informations statistiques sont relatives à :

- l'identification (numéro individuel anonyme),
- la situation familiale (marié, célibataire, veuf),
- des éléments d'adresse (code commune, code postal),
- des données de prestations sociales (CMU, accidents du travail),
- la santé (codifications admises en matière de protection sociale).

La durée de conservation des données à caractère personnel est fixée à cinq ans.

Article 3 : Les destinataires de ces informations sont :

- le Médecin conseil national adjoint,
- le Médecin coordonnateur d'AROMSA,
- le Médecin conseil chef de caisse départementale ou pluri-départementale,
- la Direction des Etudes, des Répertoires et des Statistiques à la CCMSA,
- la Direction de la Santé de la CCMSA.

Article 4: Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant auprès des directeurs des organismes de mutualité sociale agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement et auprès du Médecin conseil chef du service de contrôle médical du lieu d'affiliation de l'assuré pour les données médicales.

Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant dans les mêmes conditions que celles du droit d'accès.

Article 5: Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des organismes de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Bagnolet, le 17 juin 2010

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de la Mutualité Sociale Agricole
François GIN

« Le traitement automatisé de données à caractère personnel mis en œuvre par la MSA LORRAINE est conforme aux dispositions de la présente décision ci-dessus. Ce traitement est placé sous la responsabilité du Directeur Général de la caisse pour ce qui le concerne.

Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques concernées par le traitement. Il s'exerce auprès du Directeur de la Caisse ou de l'organisme de MSA. ».

Vandœuvre-les-Nancy, le 21 Juin 2010

Le Directeur

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

*Service aménagement durable, urbanisme, risques***Avis de parution de l'arrêté n° 33491 du 16 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LACHAPELLE**

Par arrêté préfectoral n° 33491 en date du 16 juin 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BT Lotissement l'Azure des Paulds, rue de l'Azure des Paluds, sur la commune de LACHAPELLE.

Avis de parution de l'arrêté n° 33905 du 16 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de LENONCOURT

Par arrêté préfectoral n° 33905 en date du 16 juin 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du raccordement producteur PVoltaïque, SARL EDV, Monsieur VANNESSON, route de Cerville, sur la commune de LENONCOURT.

Avis de parution de l'arrêté n° 34965 du 16 juin 2010 autorisant la Société SEFIBA à exécuter des travaux sur la commune d'ESSEY-LES-NANCY

Par arrêté préfectoral n° 34965 en date du 16 juin 2010, SEFIBA, 2bis rue de la Crédence à 54600 VILLERS LES NANCY, a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'aménagement ZAC secteur Est ZAC du Tronc qui Fume, sur la commune d'ESSEY LES NANCY.

Avis de parution de l'arrêté n° 39561 du 29 juin 2010 autorisant OPI-BE à exécuter des travaux sur la commune de BRIEY

Par arrêté préfectoral n° 39561 en date du 29 juin 2010, OPI-BE, centre d'affaires Blénovista, rue de Maidières à 54700 BLENOD LES PONT A MOUSSON a été autorisé à exécuter les travaux en vue de l'extension du réseau HTA et pose d'un poste HT/BT type PSSA pour alimenter l'aire d'accueil des gens du voyage, sur la commune de BRIEY.

Avis de parution de l'arrêté n° 43286 du 16 juin 2010 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de MALZEVILLE

Par arrêté préfectoral n° 43286 en date du 16 juin 2010, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de l'alimentation BTA 7 pavillons + 1 abri, le clos des Vignes, 69bis rue du chanoine Boulanger, sur la commune de MALZEVILLE.

ERRATUM

Une erreur s'est glissée dans le titre de deux avis de concours émis par la Maternité Régionale Universitaire de Nancy dans le Recueil des Actes Administratifs n° 29 du 15 juin 2010. La version corrigée de ces avis est publiée ci-dessous.

AUTRES SERVICES**MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE DE NANCY***Ressources humaines***Avis de concours externe sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010**

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, la Maternité régionale universitaire de Nancy organise un concours externe sur titres de maître ouvrier en vue de pourvoir : 1 poste : spécialité peinture.

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les titulaires de deux diplômes de niveau V ou de deux qualifications reconnues équivalentes, ou de deux certifications inscrites au répertoire national des certifications professionnelles délivrées dans une ou plusieurs spécialités, ou de deux équivalences délivrées par la commission instituées par le décret du 13 février 2007 relatif aux équivalences de diplômes requis, ou encore de deux diplômes au moins équivalents figurant sur la liste arrêtée par le ministère chargé de la santé.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae et la copie des diplômes sus cités.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY

Ressources Humaines – concours externe sur titres de maître ouvrier

10, rue du Docteur Heydenreich

CS 74213

54 042 NANCY CEDEX

Nancy, le 31 Mai 2010

Isabelle VIDREQUIN,
Directrice adjointe

Avis de concours interne sur titres de maître ouvrier en date du 31 mai 2010

En application du décret 91.45 du 14 janvier 1991 modifié, la Maternité régionale universitaire de Nancy organise un concours interne sur titres de maître ouvrier en vue de pourvoir :

2 postes : spécialité restauration

1 poste : spécialité magasin

1 poste : spécialité électricité

Peuvent faire acte de candidature à ce concours les ouvriers professionnels qualifiés ainsi que les conducteurs ambulanciers de 2^{ème} catégorie titulaire d'un diplôme de niveau V ou d'un diplôme au moins équivalent et comptant au moins deux ans de services effectifs dans leur grade respectif.

Les demandes de participation à ce concours doivent être adressées par lettre recommandée avec accusé de réception le cachet de la poste faisant foi ou déposées au secrétariat des Ressources Humaines de l'établissement.

Les demandes devront comporter un curriculum vitae, une attestation d'activité de l'employeur, la copie d'un des diplômes sus cités.

Un délai d'un mois est imparti pour déposer sa candidature à compter de la date de publication de cet avis.

Elles seront adressées à :

MATERNITE REGIONALE UNIVERSITAIRE de NANCY

Ressources Humaines – concours maître ouvrier

10, rue du Docteur Heydenreich

CS 74213

54 042 NANCY CEDEX

Nancy, le 31 Mai 2010

Isabelle VIDREQUIN,
Directrice adjointe

